

Rapport sur la mise en œuvre de l'AEWA pour la période 2015-2017

Le format des rapports sur la mise en œuvre de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) pour la période 2015-2017 a été approuvé lors de la 12e réunion du Comité permanent (31 janvier – 1er février 2017, Paris, France). Ce format a été élaboré selon le Plan d'action de l'AEWA, le Plan stratégique 2009-2018 de l'AEWA et les résolutions de la Réunion des Parties (MOP).

Conformément à l'article V(c) de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA), chaque Partie prépare pour chaque session ordinaire de la MOP un rapport national sur son application de l'Accord et soumet ce rapport au Secrétariat de l'Accord. Conformément à la résolution 6.14 de la MOP, la date limite de soumission des rapports nationaux à la 7e session de la Réunion des Parties à l'AEWA (MOP7) devra avoir lieu 180 jours au plus tard avant la session de la MOP, qui devrait avoir lieu du 4 au 8 décembre 2018 en Afrique du Sud ; par conséquent, la **date limite de soumission des rapports nationaux est mercredi 7 juin 2018**.

Les rapports nationaux 2015-2017 de l'AEWA seront compilés et soumis par le biais du système de rapport national en ligne de la famille de la CMS, qui est un outil de présentation des rapports en ligne s'adressant à toute la famille de la CMS. Le Système de rapport national en ligne de la famille de la CMS a été conçu par le Centre mondial de surveillance de la conservation (PNUE-CMSC) en étroite collaboration avec la Secrétariat PNUE/AEWA et sous ses conseils.

Pour contacter le Secrétariat PNUE/AEWA, veuillez envoyer vos demandes à : aewa.nr@unep-aewa.org

1. Informations générales

Nom de la Partie contractante soumettant son rapport

> France

Date d'entrée en vigueur de l'AEWA pour la Partie contractante

> 01/12/2003

Liste des réserves émises (le cas échéant) par la Partie contractante à l'égard de toute population figurant au Tableau 1 de l'Annexe 3 ou de toute disposition spécifique du Plan d'action de l'AEWA - soit lors de la déposition de ses instruments d'accession (conformément à l'Article XV de l'AEWA), soit à la suite de tout amendement du Tableau 1 ou du Plan d'action de l'AEWA, tels qu'adoptés par une session de la Réunion des Parties (conformément à l'Article X.6 de l'AEWA).

Les États membres de l'UE devraient également indiquer toutes les réserves soumises par la Commission européenne au nom de l'Union européenne.

> Suite à la MOP 6, l'Union Européenne a émis une réserve sur l'inclusion en catégorie 1b de la colonne A du tableau 1 de l'Accord de la population Sibérie occidentale/Europe du Nord de l'Harelda boréale et de la population Sibérie occidentale & Europe du Nord/NO Europe de la Macreuse brune ainsi que sur l'inclusion en catégorie 3c de la colonne A du tableau 1 de l'Accord de la population Europe du Nord-Ouest & Europe centrale du Harle huppé et de la population du Chevalier gambette.

2. Informations institutionnelles

Veuillez actualiser les informations relatives à l'Autorité administrative nationale chargée de l'AEWA, aux points focaux nationaux, à l'interlocuteur national désigné et aux autres collaborateurs pour ce rapport.

Autorité administrative nationale chargée de l'AEWA

Nom complet de l'institution

› Ministère de la transition écologique et solidaire (MTEs) Direction de l'eau et de la biodiversité

Nom et titre du responsable de l'institution

› Thierry Vatin, Directeur

Adresse postale - Rue et numéro

› Tour Séquoia, Place Carpeaux

Boîte postale

› sans objet

Code postal

› 92055

Ville

› La Défense Cedex

Pays

› France

Téléphone

› +33 1 40 81 35 27

Fax

› sans objet

Courriel

› thierry.vatin@developpement-durable.gouv.fr

Site Internet

› <http://www.developpement-durable.gouv.fr/>

Correspondant national désigné pour les questions ayant trait à l'AEWA

Nom et titre du correspondant national

› M. François LAMARQUE

Affiliation (organisation, ministère)

› Dossiers internationaux - International issues

Adresse postale - Rue et numéro

› Tour Séquoia, Place Carpeaux

Boîte postale

› sans objet

Code postal

› 92055

Ville

› La Défense - CEDEX

Pays

› France

Téléphone

› +33 1 40 81 31 90

Fax
> +33 1 40 81 74 71

Courriel
> francois.lamarque@developpement-durable.gouv.fr

Site Internet
> <http://www.developpement-durable.gouv.fr/>

**Correspondant national désigné pour les questions ayant trait au Comité technique de l'AEWA
(correspondant TC)**

Nom et titre du correspondant TC
> M. Pierre Defos du Rau, ingénieur de recherche

Affiliation (organisation, ministère)
> Office national de la chasse et de la Faune sauvage

Adresse postale - Rue et numéro
> Mas Tour du Valat. Le Sambuc

Boîte postale
> sans objet

Code postal
> 13200

Ville
> ARLES

Pays
> France

Téléphone
> +33 4 90 97 06 71/+33 4 90 97 28 71

Fax
> + 33 4 90 97 27 88

Courriel
> pierre.defosdurau@oncfs.gouv.fr

Site Internet
> <http://www.oncfs.gouv.fr/>

Correspondant national désigné pour les questions relatives à la communication, à l'éducation et à la sensibilisation du public (correspondant CESP)

Nom et titre du correspondant CESP
> Pas de correspondant CESP

Interlocuteur national désigné chargé de la compilation et la présentation du rapport national 2015-2017

Veuillez sélectionner la réponse appropriée dans la liste ci-dessous.
☒ Le correspondant national a été désigné comme interlocuteur national

Autres personnes ayant contribué au rapport national 2015-2017

Veuillez indiquer les noms et les affiliations (institution, organisation) des autres personnes ayant contribué à ce rapport. Pour les Parties contractantes pour lesquelles la conservation de la nature n'est pas une compétence exclusive du gouvernement national/fédéral, les interlocuteurs nationaux désignés sont encouragés à solliciter des contributions à des niveaux de gouvernement pertinents.

> Jean-Yves Mondain-Monval, Ingénieur ONCFS
Matthieu Guillemain, ingénieur ONCFS
Jean-François Maillard, ONCFS
Claire Pernollet, ONCFS,
Anne Van de Wiele, ISPV, ONCFS
Julien Birard, ONCFS

Pressions subies et réponses

3. Conservation des espèces

3.1 Mesures légales

1. Veuillez confirmer que toutes les populations inscrites en Colonne A du Tableau 1 de l'AEWA qui sont présentes dans votre pays sont protégées par la législation nationale de votre pays (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.1), notamment :

Cygne de Bewick / *Cygnus columbianus* / bewickii, Sibérie occidentale & NE Europe/Europe du Nord-Ouest / Colonne A / Catégorie 2

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Oie des moissons / *Anser fabalis* / fabalis, Europe du Nord-Est/Europe du Nord-Ouest / Colonne A / Catégorie 3c*

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> la chasse est autorisée conformément aux dates définies dans l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau et dans l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse des oiseaux de passage et au gibier d'eau

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> l'espèce est chassable

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux

interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Harelde boréale / Clangula hyemalis / Islande & Groenland (rep) / Colonne A / Catégorie 1b

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> la chasse est autorisée conformément aux dates définies dans l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau et dans l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse des oiseaux de passage et au gibier d'eau

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> l'espèce est chassable

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Harelde boréale / Clangula hyemalis / Sibérie occidentale/Europe du Nord (rep) / Colonne A / Catégorie 1b

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> la chasse est autorisée conformément aux dates définies dans l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau et dans l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse des oiseaux de passage et au gibier d'eau

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est chassable

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Macreuse brune / Melanitta fusca / Sibérie occidentale & Europe du Nord/NO Europe / Colonne A / Catégorie 1b

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

› la chasse est autorisée conformément aux dates définies dans l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau et dans l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse des oiseaux de passage et au gibier d'eau

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

› L'espèce est chassable

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Harle piette / Mergellus albellus / Europe du Nord-Ouest & Europe centrale (hiv) / Colonne A / Catégorie 3a

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Harle huppé / Mergus serrator / Europe du Nord-Ouest & Europe centrale (hiv) / Colonne A / Catégorie 3c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble

du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Fuligule nyroca / Aythya nyroca / Europe de l'Est/Méditerranée orientale & Afrique sahélienne / Colonne A / Catégorie 1a 4

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Fuligule nyroca / Aythya nyroca / Méditerranée occidentale/Afrique du Nord et de l'Ouest / Colonne A / Catégorie 1a 1c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Grèbe jougris / Podiceps grisegena / grisegena, Mer Noire & Méditerranée (hiv) / Colonne A / Catégorie 3c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Grèbe esclavon / Podiceps auritus / auritus, Europe du Nord-Est (petit bec) / Colonne A / Catégorie 2

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Marouette de Baillon / Zapornia pusilla / intermedia, Europe (rep) / Colonne A / Catégorie 1c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Plongeon imbrin / Gavia immer / Europe (hiv) / Colonne A / Catégorie 1c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la

législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Cigogne noire / Ciconia nigra / Europe du Sud-Ouest/Afrique de l'Ouest / Colonne A / Catégorie 1c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Spatule blanche / Platalea leucorodia / leucorodia, Europe centrale & SE Europe/Méditerranée & Afrique tropicale / Colonne A / Catégorie 2

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Spatule blanche / Platalea leucorodia / leucorodia, Europe occidentale/Méditerranée

occidentale & Afrique de l'Ouest / Colonne A / Catégorie 2

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Ibis falcinelle / Plegadis falcinellus / Mer Noire & Méditerranée/Afrique de l'Ouest / Colonne A / Catégorie 3c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Butor étoilé / Botaurus stellaris / stellaris, O Europe, NO Afrique (rep) / Colonne A / Catégorie 1c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la

législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Blongios nain / Ixobrychus minutus / minutus, O Europe, NO Afrique/Afrique subsaharienne / Colonne A / Catégorie 2

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Bihoreau gris / Nycticorax nycticorax / nycticorax, O Europe, NO Afrique (rep) / Colonne A / Catégorie 3c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée

est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Crabier chevelu / *Ardeola ralloides* / ralloides, SO Europe, NO Afrique (rep) / Colonne A / Catégorie 1c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Crabier blanc / *Ardeola idae* / Madagascar & Aldabra/Afrique centrale & de l'Est / Colonne A / Catégorie 1a 1b 1c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> La liste des espèces protégées en France étant fixée sur les espèces présentes sur le territoire métropolitain, le crabier blanc n'y figure pas (espèce présente à Mayotte).

Par contre l'espèce est inscrite en Annexe I de la Convention de Bonn et conformément à l'article 3, le prélèvement d'animaux appartenant à cette espèce est interdit sur son aire de répartition française.
Par ailleurs un Plan National d'action est lancé depuis 2015 en faveur de la conservation du Crabier blanc de Mayotte.

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> La liste des espèces protégées en France étant fixée sur les espèces présentes sur le territoire métropolitain, le crabier blanc n'y figure pas (espèce présente à Mayotte).
Par contre l'espèce est inscrite en Annexe I de la Convention de Bonn et conformément à l'article 3, le prélèvement d'animaux appartenant à cette espèce est interdit sur son aire de répartition française.
Par ailleurs un Plan National d'action est lancé depuis 2015 en faveur de la conservation du Crabier blanc de Mayotte.

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.
☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> La liste des espèces protégées en France étant fixée sur les espèces présentes sur le territoire métropolitain, le crabier blanc n'y figure pas (espèce présente à Mayotte).
Par contre l'espèce est inscrite en Annexe I de la Convention de Bonn et conformément à l'article 3, le prélèvement d'animaux appartenant à cette espèce est interdit sur son aire de répartition française.
Par ailleurs un Plan National d'action est lancé depuis 2015 en faveur de la conservation du Crabier blanc de Mayotte.

Héron pourpré / *Ardea purpurea* / purpurea, Europe occidentale & Méditerranée occidentale/Afrique de l'Ouest / Colonne A / Catégorie 3c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.
☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.
☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.
☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Pluvier guignard / *Eudromias morinellus* / Europe/Afrique du Nord-Ouest / Colonne A / Catégorie 3c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.
☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Courlis corlieu / Numenius phaeopus / alboaxillaris, Asie du Sud-Ouest/Afrique de l'Est / Colonne A / Catégorie 1c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> Le courlis corlieu est une espèce chassable en France métropolitaine mais aucun individu de cette population (ssp alboaxillaris) n'y a jamais été recensé.

La zone géographique concernée par cette population englobe les départements et territoires français de l'Océan Indien où l'espèce est migratrice (non reproductrice donc prélèvement d'œufs impossible).

Le Courlis corlieu n'est pas protégé à la Réunion cependant il ne figure pas dans l'arrêté du 25 août 2008 fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée sur le territoire du département de La Réunion. A Mayotte, il n'y a pas d'activité de chasse au sens strict.

Par conséquent, le prélèvement d'oiseaux est sans doute nul ou quasi nul en France pour cette population.

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est chassable.

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Courlis cendré / Numenius arquata / arquata, Europe/Europe, Afrique du Nord et de l'Ouest / Colonne A / Catégorie 4

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> la chasse du courlis cendré est suspendue sur l'ensemble du territoire métropolitain, excepté sur le domaine public maritime jusqu'au 30 juillet 2018 conformément à l'arrêté du 24 juillet 2013 relatif à la suspension de la chasse de certaines espèces de gibier en France métropolitaine

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> la chasse du courlis cendré est suspendue sur l'ensemble du territoire métropolitain, excepté sur le domaine public maritime jusqu'au 30 juillet 2018 conformément à l'arrêté du 24 juillet 2013 relatif à la suspension de la chasse de certaines espèces de gibier en France métropolitaine

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Courlis cendré / *Numenius arquata* / *orientalis*, Sibérie occidentale/SO Asie, E & S Afrique / Colonne A / Catégorie 3c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> la chasse du courlis cendré est suspendue sur l'ensemble du territoire métropolitain, excepté sur le domaine public maritime jusqu'au 30 juillet 2018 conformément à l'arrêté du 24 juillet 2013 relatif à la suspension de la chasse de certaines espèces de gibier en France métropolitaine

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> la chasse du courlis cendré est suspendue sur l'ensemble du territoire métropolitain, excepté sur le domaine public maritime jusqu'au 30 juillet 2018 conformément à l'arrêté du 24 juillet 2013 relatif à la suspension de la chasse de certaines espèces de gibier en France métropolitaine

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Barge à queue noire / *Limosa limosa* / *islandica*, Islande/Europe occidentale / Colonne A / Catégorie 4

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> La chasse de la barge à queue noire est suspendue sur l'ensemble du territoire métropolitain jusqu'au 30 juillet 2018 conformément à l'arrêté du 24 juillet 2013 relatif à la suspension de la chasse de certaines espèces de gibier en France métropolitaine

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la

législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> La chasse de la barge à queue noire est suspendue sur l'ensemble du territoire métropolitain jusqu'au 30 juillet 2018 conformément à l'arrêté du 24 juillet 2013 relatif à la suspension de la chasse de certaines espèces de gibier en France métropolitaine

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Barge à queue noire / *Limosa limosa* / limosa, Europe occidentale, NO Afrique & Afrique de l'Ouest / Colonne A / Catégorie 4

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> La chasse de la barge à queue noire est suspendue sur l'ensemble du territoire métropolitain jusqu'au 30 juillet 2018 conformément à l'arrêté du 24 juillet 2013 relatif à la suspension de la chasse de certaines espèces de gibier en France métropolitaine

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> La chasse de la barge à queue noire est suspendue sur l'ensemble du territoire métropolitain jusqu'au 30 juillet 2018 conformément à l'arrêté du 24 juillet 2013 relatif à la suspension de la chasse de certaines espèces de gibier en France métropolitaine

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Bécasseau de Temminck / *Calidris temminckii* / Fennoscandie/Afrique du Nord & de l'Ouest / Colonne A / Catégorie 3c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Bécasseau variable / Calidris alpina / arctica, NE Groenland/Afrique de l'Ouest / Colonne A / Catégorie 3a

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Bécasseau variable / Calidris alpina / schinzii, Mer Baltique/SO Europe & NO Afrique / Colonne A / Catégorie 1c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

**Bécasseau violet / Calidris maritima / NE Canada & N Groenland/Europe (reproduction)
/ Colonne A / Catégorie 2**

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

**Bécassine double / Gallinago media / Scandinavie/probablement Afrique de l'Ouest /
Colonne A / Catégorie 2**

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 4 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 4 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 4 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Chevalier gambette / Tringa totanus / totanus, Grande-Bretagne & Irlande/Grande-Bretagne, Irlande, France / Colonne A / Catégorie 3c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> l'espèce est chassable selon l'Arrêté du 26 juin 1987 fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée.

(Prélèvements estimés à 7 882 individus pour la saison cynégétique 2013/2014)

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est chassable

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Goéland d'Audouin / Larus audouinii / Méditerranée/côtes N & O de l'Afrique / Colonne A / Catégorie 1a 3a

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Sterne bridée / Onychoprion anaethetus / antarcticus, O océan Indien / Colonne A /

Catégorie 2

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée sur le territoire métropolitain conformément à l'Article 4 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. La zone géographique concernée par cette population comprend les départements et territoires d'outre mer français de l'Océan indien.

l'espèce y est occasionnelle et est également protégée selon l'Article 3 de l'Arrêté du 17 février 1989 fixant des mesures de protection des espèces animales représentées dans le département de la Réunion.

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée sur le territoire métropolitain conformément à l'Article 4 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. La zone géographique concernée par cette population comprend les départements et territoires d'outre mer français de l'Océan indien.

l'espèce y est occasionnelle et est également protégée selon l'Article 3 de l'Arrêté du 17 février 1989 fixant des mesures de protection des espèces animales représentées dans le département de la Réunion.

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée sur le territoire métropolitain conformément à l'Article 4 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. La zone géographique concernée par cette population comprend les départements et territoires d'outre mer français de l'Océan indien.

l'espèce y est occasionnelle et est également protégée selon l'Article 3 de l'Arrêté du 17 février 1989 fixant des mesures de protection des espèces animales représentées dans le département de la Réunion.

Sterne de Dougall / *Sterna dougallii* / *arideensis*, Madagascar, Seychelles & Mascareignes / Colonne A / Catégorie 2

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée sur le territoire métropolitain conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. La zone géographique concernée par cette population comprend les départements et territoires d'outre mer français de l'Océan indien.

l'espèce est également protégée selon l'Article 3 de l'Arrêté du 17 février 1989 fixant des mesures de protection des espèces animales représentées dans le département de la Réunion.

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée sur le territoire métropolitain conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. La zone géographique concernée par cette population comprend les départements et territoires d'outre mer français de l'Océan indien.

l'espèce est également protégée selon l'Article 3 de l'Arrêté du 17 février 1989 fixant des mesures de protection des espèces animales représentées dans le département de la Réunion.

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée sur le territoire métropolitain conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

La zone géographique concernée par cette population comprend les départements et territoires d'outre mer français de l'Océan indien.

l'espèce est également protégée selon l'Article 3 de l'Arrêté du 17 février 1989 fixant des mesures de protection des espèces animales représentées dans le département de la Réunion.

Sterne de Dougall / *Sterna dougallii* / dougallii, Europe (rep) / Colonne A / Catégorie 1c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Sterne huppée / *Thalasseus bergii* / enigma, Madagascar & Mozambique/Afrique australe / Colonne A / Catégorie 1c

1.1. Le prélèvement des oiseaux et des œufs est interdit.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée sur le territoire métropolitain conformément à l'Article 4 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

La zone géographique concernée par cette population comprend les départements et territoires d'outre mer français de l'Océan indien.

La Sterne huppée y est peu commune et ne figure pas parmi les espèces de gibier à plumes citées dans l'Arrêté préfectoral du 12 avril 2017 fixant les périodes d'ouverture et de fermeture de la chasse dans le département de la Réunion pour la saison cynégétique 2017-2018

Les prélèvements sur cette espèce n'y sont donc pas légalement interdits mais ils sont hautement improbables

1.2. Tout dérangement intentionnel qui serait significatif pour la conservation de la population concernée est interdit.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> La sterne huppée est une visiteuse peu fréquente. Elle n'est pas concernée par d'éventuels problèmes de dérangement intentionnel.

1.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.1 (a) du Plan d'action de l'AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> l'espèce est protégée sur le territoire métropolitain conformément à l'Article 4 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.
La zone géographique concernée par cette population comprend les départements et territoires d'outre mer français de l'Océan indien.

La Sterne huppée y est peu commune et ne figure pas parmi les espèces de gibier à plumes citées dans l'Arrêté préfectoral du 12 avril 2017 fixant les périodes d'ouverture et de fermeture de la chasse dans le département de la Réunion pour la saison cynégétique 2017-2018

2. Veuillez confirmer si la chasse de toute population figurant en catégorie 2* ou 3* ou 4 dans la colonne A du Tableau 1 de l'AEWA est autorisée dans votre pays.

Oie des moissons / Anser fabalis / fabalis, Europe du Nord-Est/Europe du Nord-Ouest / Colonne A / Catégorie 3c*

Y a-t-il une saison de chasse ouverte pour Oie des moissons / Anser fabalis / fabalis, Europe du Nord-Est/Europe du Nord-Ouest / Colonne A / Catégorie 3c* ?

☒ Oui

Veillez fournir des détails.

> C'est une des trois espèces d'oies chassables en France.

Courlis cendré / Numenius arquata / arquata, Europe/Europe, Afrique du Nord et de l'Ouest / Colonne A / Catégorie 4

Y a-t-il une saison de chasse ouverte pour Courlis cendré / Numenius arquata / arquata, Europe/Europe, Afrique du Nord et de l'Ouest / Colonne A / Catégorie 4 ?

☒ Oui

Veillez fournir des détails.

> La chasse du courlis cendré est autorisée sur le domaine Public maritime et suspendue sur le reste du territoire métropolitain jusqu'au 30 juillet 2018 par l'Arrêté du 24 juillet 2013 relatif à la suspension de la chasse de certaines espèces de gibier en France métropolitaine. Estimation du tableau de chasse national pour la saison cynégétique 2013-2014 : 6 961 individus.

Barge à queue noire / Limosa limosa / islandica, Islande/Europe occidentale / Colonne A / Catégorie 4

Y a-t-il une saison de chasse ouverte pour Barge à queue noire / Limosa limosa / islandica, Islande/Europe occidentale / Colonne A / Catégorie 4 ?

☒ Non

Veillez expliquer.

> La chasse de la barge à queue noire est suspendue sur l'ensemble du territoire métropolitain jusqu'au 30 juillet 2018 par l'Arrêté du 24 juillet 2013 relatif à la suspension de la chasse de certaines espèces de gibier en France métropolitaine.

Barge à queue noire / Limosa limosa / limosa, Europe occidentale, NO Afrique & Afrique de l'Ouest / Colonne A / Catégorie 4

Y a-t-il une saison de chasse ouverte pour Barge à queue noire / Limosa limosa / limosa, Europe occidentale, NO Afrique & Afrique de l'Ouest / Colonne A / Catégorie 4 ?

☒ Non

Veillez expliquer.

> La chasse de la barge à queue noire est suspendue sur l'ensemble du territoire métropolitain jusqu'au 30 juillet 2018 par l'Arrêté du 24 juillet 2013 relatif à la suspension de la chasse de certaines espèces de gibier en France métropolitaine.

3. Veuillez confirmer que le prélèvement de toutes les populations figurant en colonne B du Tableau 1 de l'AEWA qui sont présentes dans votre pays est réglementé (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.2), notamment :

Cygne chanteur / Cygnus cygnus / Islande/R-U & Irlande / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> aucun prélèvement autorisé (espèce protégée)

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Cygne chanteur / Cygnus cygnus / Nord-Ouest du continent européen / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection. Aucun prélèvement autorisé.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la

législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Bernache cravant / Branta bernicla / bernicla, Sibérie occidentale/Europe occidentale / Colonne B / Catégorie 2b

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> aucun prélèvement autorisé (espèce protégée)

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Oie cendrée / Anser anser / anser, Europe centrale/Afrique du Nord / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> L'oie cendrée est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 12 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle débute au plus tôt à partir du 1er samedi d'août, (et localement un peu plus tard selon les secteurs) conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

(Prélèvements estimés à 10 614 individus pour la saison cynégétique 2013/2014)

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> Aucune limite de prélèvement n'est fixée pour l'instant. Le plan de gestion européen préparé sous l'égide de l'AEWA qui pourrait être adopté en décembre 2018 fixera peut-être des quotas pour la France.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux

interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Eider à duvet / *Somateria mollissima* / *mollissima*, Mer Baltique, Danemark & Pays-Bas / Colonne B / Catégorie 2c 2d

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'Eider à duvet est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction (mai-juin). La chasse débute au plus tôt à partir du 1er samedi d'août, (et parfois un peu plus tard selon les secteurs) conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle s'arrête le 10 février selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau (et du 1er au 10 février, la chasse ne peut se pratiquer qu'en mer, dans la limite de la mer territoriale).

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Ce n'est pas prévu par la législation.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Macreuse noire / *Melanitta nigra* / O Sibérie & N Europe/O Europe & NO Afrique / Colonne B / Catégorie 2a

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> La Macreuse noire est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction (l'espèce ne niche pas en France). La chasse débute au plus tôt à partir du 1er samedi d'août, (et parfois un peu plus tard selon les secteurs) conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle s'arrête le 10 février selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau (et du 1er au 10 février, la chasse ne peut se pratiquer qu'en mer, dans la limite de la mer territoriale).

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Ce n'est pas prévu par la législation.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le

commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Tadorne de Belon / Tadorna tadorna / Europe du Nord-Ouest / Colonne B / Catégorie 2a

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> aucun prélèvement autorisé (espèce protégée)

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Nette rousse / Netta rufina / Europe du Sud-Ouest & Europe centrale/Méditerranée occidentale / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> La Nette rousse est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 12 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle débute entre le 1er samedi d'août et le 15 septembre selon les secteurs conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Ce n'est pas prévu par la législation.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la

législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Fuligule milouin / Aythya ferina / Europe centrale & NE Europe/mer Noire & Méditerranée / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> Le Fuligule milouin est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 12 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle débute entre le 1er samedi d'août et le 15 septembre selon les secteurs conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

(Prélèvements estimés à 25 199 individus pour la saison cynégétique 2013/2014)

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Ce n'est pas prévu par la législation.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Fuligule milouin / Aythya ferina / Europe du Nord-Est/Europe du Nord-Ouest / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> Le Fuligule milouin est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 12 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle débute entre le 1er samedi d'août et le 15 septembre selon les secteurs conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

(Prélèvements estimés à 25 199 individus pour la saison cynégétique 2013/2014)

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Ce n'est pas prévu par la législation.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le

commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Fuligule morillon / Aythya fuligula / Europe central, mer Noire & Méditerranée (hiv) / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› Le Fuligule morillon est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 12 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle débute entre le 1er samedi d'août et le 15 septembre selon les secteurs conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

(Prélèvements estimés à 14 285 individus pour la saison cynégétique 2013/2014)

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

› Ce n'est pas prévu par la législation.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Fuligule milouinan / Aythya marila / marila, Europe du Nord/ Europe occidentale / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› Le Fuligule milouinan est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction (l'espèce ne niche pas en France). La chasse débute au plus tôt à partir du 1er samedi d'août, (et localement un peu plus tard selon les secteurs) conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle s'arrête le 10 février selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau (et du 1er au 10 février, la chasse ne peut se pratiquer qu'en mer, dans la limite de la mer territoriale).

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.
> Ce n'est pas prévu par la législation.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.
☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Canard souchet / *Spatula clypeata* / Europe du Nord-Ouest & Europe centrale (hiv) / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.
☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> Le Canard souchet est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.
Elle débute au plus tôt à partir du 1er samedi d'août, (et localement un peu plus tard selon les secteurs) conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.
(Prélèvements estimés à 113 213 individus pour la saison cynégétique 2013/2014)

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.
☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.
> Ce n'est pas prévu par la législation.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.
☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Canard pilet / *Anas acuta* / Europe du Nord-Ouest / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.
☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> Le Canard pilet est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.
Elle débute au plus tôt à partir du 1er samedi d'août, (et localement un peu plus tard selon les secteurs) conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

(Prélèvements estimés à 41 349 individus pour la saison cynégétique 2013/2014)

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Ce n'est pas prévu par la législation.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Grèbe jougris / Podiceps grisegena / grisegena, Europe du Nord-Ouest (hiv) / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> aucun prélèvement autorisé (espèce protégée)

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Flamant rose / Phoenicopterus roseus / Afrique australe (à Madagascar) / Colonne B / Catégorie 2a

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> La zone géographique concernée par cette population comprend les départements et territoires d'outre mer français de l'Océan indien (TAAF : Iles Eparses, La Réunion, Mayotte).

L'espèce ne se reproduit sur aucun des trois. Elle est considérée comme disparue à la Réunion, Occasionnelle à Mayotte et absente des Iles Eparses donc aucune chasse pratiquée sur l'espèce.

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> sans objet

Flamant rose / *Phoenicopterus roseus* / Méditerranée occidentale / Colonne B / Catégorie 2a

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> aucun prélèvement autorisé (espèce protégée)

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Phaéon à brins rouges / *Phaethon rubricauda* / rubricauda, Océan Indien / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée sur le territoire métropolitain conformément à l'Article 4 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

La zone géographique concernée par cette population comprend les départements et territoires d'outre mer français de l'Océan indien.

l'espèce ne se reproduit pas à Mayotte et à la Réunion. Elle niche sur les Îles Eparses sur lesquelles aucune chasse n'est pratiquée en respect notamment de la note n° 1157/81 du 6 août 1981 du Délégué du Gouvernement sur la protection de la faune et de la flore des Îles Eparses.

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de

l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Phaéton à bec jaune / Phaethon lepturus / lepterus, Océan Indien / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> La zone géographique concernée par cette population comprend les départements et territoires d'outre mer français de l'Océan indien (TAAF : Iles Eparses, La Réunion, Mayotte).
L'espèce est protégée selon l'Article 3 de l'Arrêté du 17 février 1989 fixant des mesures de protection des espèces animales représentées dans le département de la Réunion et aucune chasse n'est pratiquée sur les îles Eparses en respect notamment de la note n° 1157/81 du 6 août 1981 du Délégué du Gouvernement sur la protection de la faune et de la flore des Iles Eparses.

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> L'espèce est protégée

Rôle d'eau / Rallus aquaticus / aquaticus, Europe & Afrique du Nord / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> Le Rôle d'eau est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.
Elle débute entre le 1er samedi d'août et le 15 septembre selon les secteurs conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.
(Prélèvements estimés à 3 861 individus pour la saison cynégétique 2013/2014)

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Ce n'est pas prévu par la législation.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le

commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Marouette ponctuée / Porzana porzana / Europe/Afrique / Colonne B / Catégorie 2d

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> aucun prélèvement autorisé (espèce protégée)

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Marouette poussin / Zapornia parva / Eurasie occidentale/Afrique / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Foulque macroule / *Fulica atra* / atra, Europe du Nord-Ouest (hiv) / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> La Foulque macroule est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle débute entre le 1er samedi d'août et le 15 septembre selon les secteurs conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

(Prélèvements estimés à 51 101 individus pour la saison cynégétique 2013/2014)

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Ce n'est pas prévu par les textes législatifs.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Plongeon catmarin / *Gavia stellata* / Europe du Nord-Ouest (hiv) / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Aucun prélèvement autorisé conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Plongeon arctique / *Gavia arctica* / arctica, Europe du Nord & Sibérie

occidentale/Europe / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› L'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

› L'espèce est protégée

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Cigogne blanche / Ciconia ciconia / ciconia, O Europe & Afrique du Nord-Ouest/Afrique sub-saharienne / Colonne B / Catégorie 2b

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› L'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

› L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Butor étoilé / Botaurus stellaris / stellaris, C & E Europe/mer Noire & E Méditerranée (rep) / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la

législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> aucun prélèvement autorisé (espèce protégée)

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Grande Aigrette / Ardea alba / alba, O, C & SE Europe/Mer Noire & Méditerranée / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Huïtrier pie / Haematopus ostralegus / ostralegus, Europe/Europe du Sud & de l'Ouest & NO Afrique / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'espèce est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle débute au plus tôt le 1er samedi d'août (et localement un peu plus tard selon les secteurs) conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

› Ce n'est pas prévu par les textes législatifs.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Avocette élégante / Recurvirostra avosetta / Europe du Sud-Est, mer Noire & Turquie (rep) / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

› L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Avocette élégante / Recurvirostra avosetta / O Europe & Afrique du Nord-Ouest (rep) / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

› Aucun prélèvement autorisé (espèce protégée)

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de

l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Pluvier argenté / Pluvialis squatarola / squatarola, C & E Sibérie/SO Asie, Afrique de l'Est & australe / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> L'espèce est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle débute au plus tôt le 1er samedi d'août (et localement un peu plus tard selon les secteurs) conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> Ce n'est pas prévu par les textes législatifs.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Pluvier doré / Pluvialis apricaria / apricaria, Grande-Bretagne, Irlande, Danemark, Allemagne & Baltique (rep) / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> L'espèce est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle débute au plus tôt le 1er samedi d'août (et localement un peu plus tard selon les secteurs) conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.
(Prélèvements estimés à 12 560 individus pour la saison cynégétique 2013/2014)

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> Ce n'est pas prévu par les textes législatifs.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Pluvier fauve / *Pluvialis fulva* / Sibérie du Nord et centrale/Asie du Sud & SO Asie, NE Afrique / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> La zone géographique concernée par cette population comprend les départements et territoires d'outre mer français de l'Océan indien où il ne se reproduit pas (migrateur à Mayotte). Aucune chasse légale n'est pratiquée sur l'espèce à Mayotte.

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> sans objet

Pluvier grand-gravelot / *Charadrius hiaticula* / hiaticula, Europe du Nord/Europe & Afrique du Nord / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Pluvier à collier interrompu / Charadrius alexandrinus / alexandrinus, Europe occidentale & Méditerranée occidentale/Afrique de l'Ouest / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Pluvier de Leschenault / Charadrius leschenaultii / leschenaultii, Asie centrale/Afrique de l'Ouest & australe / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> La zone géographique concernée par cette population comprend les départements et territoires d'outre mer français de l'Océan indien où il ne se reproduit pas. Aucune chasse légale n'est pratiquée sur l'espèce à Mayotte et le Gravelot de Leschenault figure dans l'article 3 de l'Arrêté du 17 février 1989 fixant des mesures de protection des espèces animales représentées dans le département de la Réunion.

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> espèce protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> sans objet

Barge rousse / Limosa lapponica / lapponica, Europe du Nord/ Europe occidentale /

Colonne B / Catégorie 2a

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'espèce est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle débute au plus tôt le 1er samedi d'août (et localement un peu plus tard selon les secteurs) conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> Ce n'est pas prévu par les textes législatifs.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Barge rousse / *Limosa lapponica* / *taymyrensis*, Sibérie occidentale/Afrique de l'Ouest & du Sud-Ouest / Colonne B / Catégorie 2a 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'espèce est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle débute au plus tôt le 1er samedi d'août (et localement un peu plus tard selon les secteurs) conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> Ce n'est pas prévu par les textes législatifs.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Tournepierrre à collier / Arenaria interpres / interpres, Europe du Nord/ Afrique de l'Ouest / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> aucun prélèvement autorisé (espèce protégée)

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Bécasseau maubèche / Calidris canutus / canutus, Sibérie du nord/Afrique de l'Ouest & Afrique australe / Colonne B / Catégorie 2a 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'espèce est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction (l'espèce ne niche pas en France). La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle débute au plus tôt le 1er samedi d'août (et localement un peu plus tard selon les secteurs) conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> Ce n'est pas prévu par les textes législatifs.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Bécasseau maubèche / Calidris canutus / islandica, NE Canada & Groenland/Europe occidentale / Colonne B / Catégorie 2a

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'espèce est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle débute au plus tôt le 1er samedi d'août (et localement un peu plus tard selon les secteurs) conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Ce n'est pas prévu par les textes législatifs.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Combattant varié / Calidris pugnax / Europe du Nord & Sibérie occidentale/Afrique de l'Ouest / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'espèce est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle débute au plus tôt le 1er samedi d'août (et localement un peu plus tard selon les secteurs) conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

(Prélèvements estimés à 932 individus pour la saison cynégétique 2013/2014)

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Ce n'est pas prévu par les textes législatifs.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Bécasseau falcinelle / Calidris falcinellus / falcinellus, Europe du Nord/SO Asie & Afrique / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée conformément à l'Article 4 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> Aucun prélèvement autorisé (espèce protégée)

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 4 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection.

Bécasseau cocorli / Calidris ferruginea / Sibérie centrale/SO Asie, E & S Afrique / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> La zone géographique concernée par cette population comprend les départements et territoires d'outre mer français de l'Océan indien où il ne se reproduit pas. Aucune chasse légale n'est pratiquée sur l'espèce à Mayotte et le Bécasseau cocorli figure dans l'article 3 de l'Arrêté du 17 février 1989 fixant des mesures de protection des espèces animales représentées dans le département de la Réunion.

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> Espèce protégée

Bécasseau cocorli / Calidris ferruginea / Sibérie occidentale/Afrique de l'Ouest / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Bécasseau variable / Calidris alpina / schinzii, Grande-Bretagne & Irlande/SO Europe & NO Afrique / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> pas de prélèvement autorisé (espèce protégée)

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Bécasseau violet / Calidris maritima / N Europe & O Sibérie (reproduction) / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

› L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Bécasseau minute / Calidris minuta / N Europe/S Europe, Afrique du Nord & de l'Ouest / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

› Espèce protégée donc aucun prélèvement

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Bécassine sourde / Lymnocyptes minimus / Europe du Nord/S & O Europe & Afrique de l'Ouest / Colonne B / Catégorie 2b

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› L'espèce est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle débute au plus tôt le 1er samedi d'août (et localement un peu plus tard selon les secteurs) conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

(Prélèvements estimés à 43 183 individus pour la saison cynégétique 2013/2014)

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

› Ce n'est pas prévu par les textes législatifs.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de

l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Phalarope à bec large / Phalaropus fulicarius / Canada & Groenland/côte atlantique de l'Afrique / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Chevalier guignette / Actitis hypoleucos / Europe occidentale et centrale/Afrique de l'Ouest / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la

législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Chevalier arlequin / Tringa erythropus / N Europe/Europe du Sud, Afrique du Nord et de l'Ouest / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'espèce est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle débute au plus tôt le 1er samedi d'août (et localement un peu plus tard selon les secteurs) conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Ce n'est pas prévu par la législation.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Chevalier gambette / Tringa totanus / totanus, Europe centrale & de l'Est (reproduction) / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'espèce est chassable sur le territoire métropolitain mais hors de sa période de reproduction. La chasse s'arrête au 31 janvier selon l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

Elle débute au plus tôt le 1er samedi d'août (et localement un peu plus tard selon les secteurs) conformément à l'arrêté du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.

(Prélèvements estimés à 7 882 individus pour la saison cynégétique 2013/2014)

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Ce n'est pas prévu par la législation.

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> L'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1983 relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux interdit "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat de nids, d'oiseaux ou d'œufs, vivants ou morts, d'espèces non domestiques dont la chasse est autorisée, ainsi que des parties et produits issus de ces spécimens."

Chevalier stagnatile / Tringa stagnatilis / Europe de l'Est/Afrique de l'Ouest & centrale / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> L'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Drome ardéole / Dromas ardeola / Nord-Ouest de l'océan Indien, mer Rouge & Golfe / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> La zone géographique concernée par cette population comprend les départements et territoires d'outre mer français de l'Océan indien où il ne se reproduit pas (migrateur et hivernant à Mayotte).
Le Drome adéole n'y est pas officiellement protégé mais aucune chasse légale n'est pratiquée sur cette espèce.

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> sans objet. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> sans objet

Glaréole à collier / Glareola pratincola / pratincola, Europe occidentale & NO Afrique/Afrique de l'Ouest / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Mouette pygmée / Hydrocoloeus minutus / Europe centrale & E Europe/SO Europe & Méditerranée occidentale / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Mouette tridactyle / Rissa tridactyla / tridactyla, Arctic du NE Canada au Novaya Zemlya/N Atlantic / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Goéland railleur / Larus genei / Mer Noire & Méditerranée (rep) / Colonne B / Catégorie 2a

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Mouette rieuse / Larus ridibundus / O Europe/O Europe, Méditerranée occidentale, Afrique de l'Ouest / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

› L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Mouette mélanocéphale / *Larus melanocephalus* / O Europe, Méditerranée & NO Afrique / Colonne B / Catégorie 2a

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

› L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Goéland argenté / *Larus argentatus* / *argenteus*, Islande & Europe occidentale / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

› l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

› L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Sterne fuligineuse / Onychoprion fuscata / nubilosa, Mer Rouge, golfe d'Aden, E au Pacifique / Colonne B / Catégorie 2a

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> l'espèce est protégée conformément à l'Article 4 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection.

La zone géographique concernée par cette population comprend les départements et territoires d'outre mer français de l'Océan indien.

La Sterne fuligineuse figure à l'article 3 de l'Arrêté du 17 février 1989 fixant des mesures de protection des espèces animales représentées dans le département de la Réunion. Elle niche sur les Îles Eparses sur lesquelles aucune chasse n'est pratiquée en respect notamment de la note n° 1157/81 du 6 août 1981 du Délégué du Gouvernement sur la protection de la faune et de la flore des Îles Eparses. Elle ne se reproduit pas à Mayotte.

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Sterne hansel / Gelochelidon nilotica / nilotica, Europe occidentale/Afrique de l'Ouest / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons.

> aucun prélèvement autorisé (espèce protégée)

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la

législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Guifette moustac / Chlidonias hybrida / hybrida, Europe occidentale & Afrique du Nord-Ouest (rep) / Colonne B / Catégorie 1

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Guifette noire / Chlidonias niger / niger, Europe & Asie occidentale/côte atlantique de l'Afrique / Colonne B / Catégorie 2c

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

Sterne caugek / Thalasseus sandvicensis / sandvicensis, Mer Noire & Méditerranée (rep) / Colonne B / Catégorie 2a

3.1. Le prélèvement est interdit durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes

ainsi que pendant le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, si le prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> l'espèce est protégée conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

3.2. Des limites de prélèvement sont établies.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée. Aucun prélèvement autorisé

3.3. La possession, l'utilisation et le commerce des oiseaux ou des œufs prélevés en violation de l'interdiction prévue au paragraphe 2.1.2 du Plan d'action AEWA, ainsi que la possession, l'utilisation et le commerce des parties ou produits facilement identifiables de ces oiseaux et des œufs sont interdits.

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment en indiquant la législation pertinente et en précisant si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.
> conformément à l'Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain et les modalités de leur protection

4. Veuillez indiquer quels modes de prélèvement sont interdits dans votre pays (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.2(b)).

Veuillez sélectionner les modes dans la liste ci-dessous :

- ☒ Collet
- ☒ Gluaux
- ☒ Hameçons
- ☒ Oiseaux vivants utilisés comme appelants aveuglés ou mutilés
- ☒ Enregistreurs et autres appareils électroniques
- ☒ Appareils électrocuteur
- ☒ Sources de lumière artificielle
- ☒ Miroirs et autres dispositifs éblouissants
- ☒ Dispositifs pour éclairer les cibles
- ☒ Dispositifs de visée comportant un convertisseur d'image ou un amplificateur d'image électronique pour tir de nuit
- ☒ Explosifs
- ☒ Filets
- ☒ Pièges-trappes
- ☒ Poison
- ☒ Appâts empoisonnés ou anesthésiants
- ☒ Armes semi-automatiques ou automatiques dont le chargeur peut contenir plus de deux cartouches
- ☒ La chasse à partir d'avions, de véhicules à moteur ou de bateaux allant à une vitesse de plus de 5 km/heure (18 km/heure en haute mer)
- ☒ Autres modes de prélèvements non sélectifs

Veuillez spécifier.

> conformément à l'Arrêté du 1 août 1986 relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement.

Exemple d'autres modes de prélèvements non sélectifs interdits : l'emploi pour la chasse à tir d'autres armes ou instruments de propulsion que les armes à feu ou les arcs, l'emploi des chiens lévriers pur-sang ou croisés (ex : charnigue), l'emploi d'engins tels que pièges, cages, filets, lacets, hameçons, gluaux, nasses et de tous autres moyens ayant pour but d'effectuer ou de faciliter la capture ou la destruction du gibier sont interdits.

Veuillez fournir d'autres précisions, notamment sur la législation concernée, et des informations indiquant si les interdictions s'appliquent à l'ensemble du pays ou seulement à certains états / provinces.

> Il est entendu que ce questionnaire ne concerne que les oiseaux d'eau, pas les migrateurs terrestres qui ne concernent pas l'AEWA.

Une exception cependant : L'Arrêté du 17/08/89 relatif à la tenderie aux vanneaux dans le département des Ardennes est toujours en vigueur. Il s'agit d'une dérogation permettant la capture des vanneaux huppés et des pluviers dorés dans le seul département des Ardennes à l'aide de filets à nappes fixés à terre, dénommée "tenderie aux vanneaux". Le nombre de tendeurs (13 en 2016) est en diminution constante depuis 2010. Les prises sont de 84 oiseaux en moyenne par tendeurs et par an sur la période 2010-2016). Cette exception pour

la "tenderie aux vanneaux" n'a pas été accordée « pour des besoins de subsistance ». Elle n'est donc pas mentionnée dans la réponse à la question 5.

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

Arrêté dérogation tenderie Ardennes

5. Votre pays a-t-il accordé des dérogations aux interdictions citées ci-dessus pour des besoins de subsistance ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.2(b))

☒ Non

6. Des dérogations ont-elles été accordées aux interdictions prévues aux paragraphes 2.1.1 et 2.1.2 du Plan d'action de l'AEWA ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.3(b))

Attention: Avant de cliquer sur le lien hypertexte ci-dessus, veuillez appuyer et garder le **bouton Ctrl** sur votre clavier afin d'ouvrir le lien dans un nouvel onglet.

☒ Non

7. La législation nationale de votre pays a-t-elle été examinée suivant les Conseils sur les mesures de la législation nationale pour différentes populations de la même espèce, notamment concernant la chasse et le commerce (Résolution 6.7) ?

Attention: Avant de cliquer sur le lien hypertexte ci-dessus, veuillez appuyer et garder le **bouton Ctrl** sur votre clavier afin d'ouvrir le lien dans un nouvel onglet.

☒ Non

8. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA relatives à la législation nationale pour la protection des espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats ?

Attention: Avant de cliquer sur le lien hypertexte ci-dessus, veuillez appuyer et garder le **bouton Ctrl** sur votre clavier afin d'ouvrir le lien dans un nouvel onglet.

☒ Non

Vous pouvez, à titre facultatif, fournir des informations supplémentaires sur la section 3.1 Mesures légales

> Cependant, les révisions ou moratoires sur les lois en vigueur peuvent s'inspirer de constats faits dans le cadre de l'AEWA.

par exemple, les restrictions de chasse et les mesures en faveur de la conservation des espèces et des habitats découlant des Plans Nationaux de Gestion pour la Barge à queue noire (*Limosa limosa*) et le Courlis cendré (*Numenius arquata*) ont notamment été impulsées afin d'harmoniser la législation nationale avec les exigences de l'AEWA.

3.2. Plans d'action et de gestion par espèce

9. Veuillez faire part des progrès réalisés dans la transposition des Plans d'action et de gestion internationaux par espèce (ISSAP et ISSMP), ainsi que des Plans d'action internationaux multi-espèces (IMSAP) énumérés ci-dessous, en Plans d'action ou de gestion nationaux. (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.2)

Veuillez communiquer des informations sur tous les ISSAP, ISSMP et IMSAP listés.

Rôle des genêts / *Crex crex*

Plan National pour Rôle des genêts / *Crex crex*

☒ Un NSSAP plan national a été mis en place et est mis en œuvre.

Quand le plan a-t-il été approuvé et publié ? Veuillez fournir un lien internet ou joindre un fichier si possible. Veuillez également donner les coordonnées de toute personne ou organisation chargée de sa coordination et de sa mise en œuvre. Veuillez faire la liste de toutes les activités et/ou réalisations effectuées au cours des trois dernières années.

> Suite au 1er PNA rôle des genêts (2005-2009) et au Programme Life (2011-2015) en faveur de la conservation de l'espèce et de la protection de ses sites de reproduction, un second PNA sur le rôle des genêts a été mis en place (2013-2018) qui se terminera en mai 2019.

Un suivi protocolé des sites de reproductions favorables pour recenser les mâles chanteurs est actualisé

chaque année dans ce cadre avec des déclinaisons régionales dans les 2 grands secteurs correspondant aux bastions nationaux de l'espèce : (Pays-de-Loire/Centre et Nord-Est).

Ces suivis révèlent une dégradation généralisée sur l'ensemble des sites et une dynamique négative de la population française qui se poursuit (87-109 mâles chanteurs en 2017 contre 178-215 en 2016).

L'année 2018 est une année d'enquête nationale qui permettra d'évaluer plus finement la taille de la population en France (dernière en date 2014).

De nombreux partenariats, journées d'échanges, journées techniques, formations sont mis en place dans le cadre du PNA avec les acteurs locaux (notamment échanges avec les agriculteurs et les éleveurs, mises en place de MAEC, formations au programme de suivi bioacoustique...).

Le réseau est toujours plus impliqué mais le manque de moyens alloués (baisse des crédits d'Etat, regroupements des régions...) ne permet pas d'enrayer la chute dramatique des effectifs nationaux.

Fin mai 2018, le PNA prévoit 2 journées de réunion en Touraine pour réfléchir à la mise en place d'un programme scientifique de grande ampleur pour le Rôle des genêts.

Site internet : <http://partenaires-pna-raledesgenets.blogspot.fr/>

contacts : Samuel HAVET, (samuel.havet@lpo-anjou.org), Coordinateur national du PNA (LPO Anjou)

Stephanie HENNIQUE, (stephanie.hennique@lpo-anjou.org), Animatrice nationale du PNA (LPO Anjou)

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> voir : https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/PNA_Role-des-genets_2013-2018.pdf

Bécassine double / Gallinago media

Plan National pour Bécassine double / Gallinago media

☒ Pas de plan national ni d'actions mis en œuvre

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est très occasionnelle en France : à peine plus de 100 données depuis 1980. Par ailleurs, elle n'est pas chassable puisqu'elle fait partie des espèces protégées sur le territoire. Par conséquent un Plan national d'Action ou de Gestion n'est pas envisageable en France.

Fuligule nyroca / Aythya nyroca

Plan National pour Fuligule nyroca / Aythya nyroca

☒ Pas de plan national ni d'actions mis en œuvre

Veillez en expliquer les raisons.

> C'est un nicheur très occasionnel en France : 4 cas de reproduction certaine entre 2009 et 2012. Bien qu'en augmentation, il reste un migrateur et hivernant rare en France (100 à 200 individus par an) et protégé donc non chassé. Un seul site français a exceptionnellement atteint le seuil d'importance internationale une unique fois (2013, Etang de Biguglia en Corse). Son statut de visiteur rare en France n'est donc pas adapté à la mise en place d'un Plan national d'actions en sa faveur.

Erismature à tête blanche / Oxyura leucocephala

Plan National pour Erismature à tête blanche / Oxyura leucocephala

☒ Pas de plan national ni d'actions mis en œuvre

Veillez en expliquer les raisons.

> L'espèce (qui fait partie de la liste des espèces protégées) est très occasionnelle en France : moins de 40 individus observés depuis 1980. Dernière nidification connue en 1966 en Corse. Par conséquent un Plan national d'Action ou de Gestion n'est pas approprié en France.

Un projet de rétablissement a été tenté. cf Rapport national pour la France pour la MOP4

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> Conformément au règlement européen relatif aux espèces exotiques envahissantes et aux recommandations du secrétariat de la convention de Berne, un plan national de lutte contre l'Erismature rousse (2015-2025) est en vigueur en France et un projet Life (visant l'éradication de l'Erismature rousse) mené par l'ONCFS en partenariat avec la SNPN a été sélectionné par la Commission européenne et est actuellement en phase de révision.

Ces actions ont pour objectif de lutter contre l'expansion de l'Erismature rousse afin de prévenir les risques d'hybridation qui menacent la population espagnole (et Nord africaine) d'Erismature à tête blanche.

Bernache cravant / Branta bernicla

Plan National pour Bernache cravant / Branta bernicla

☒ Pas de plan national ni d'actions mis en œuvre

Veillez en expliquer les raisons.

› La France accueille moins de 2% de la population en hivernage sur une majorité de sites protégés. L'espèce est elle-même protégée sur l'ensemble du territoire. La mise en place d'un plan national d'actions n'a donc pas été jugée prioritaire.

Spatule blanche / Platalea leucorodia

Plan National pour Spatule blanche / Platalea leucorodia

☒ Pas de plan national, mais des actions mises en œuvre.

Veillez expliquer les raisons justifiant qu'aucun plan national ne soit mis en place.

› La Spatule blanche (protégée en France) est naturellement dans une dynamique d'expansion en France et les effectifs nicheurs ne cessent d'augmenter (~100 couples au début des années 2000 contre près de 800 couples en 2015). Le manque de moyens disponibles et la bonne dynamique actuelle de l'espèce ont contribué à juger la mise en place d'un Plan National d'Action en faveur de la Spatule blanche comme non prioritaire.

Veillez fournir une description des actions mises en œuvre.

› Un programme de suivi pour étudier les mécanismes qui régissent la dynamique de la Spatule blanche en Europe est mené par la Tour du Valat. Il s'intéresse en particulier aux mécanismes de colonisation de cette espèce, ainsi qu'aux stratégies individuelles de migration.

Ce projet repose sur le suivi par marquage individuel des jeunes spatules blanches en Camargue. Entre 2008 et 2017, plus de 2000 juvéniles ont été bagués sur l'étang des impériaux. De plus, quelques oiseaux ont été équipés de balises GPS/GSM de haute résolution, certaines avec accéléromètre depuis 2016. En plus des observations pendant la reproduction, des observations d'individus marqués sont réalisés par leurs équipes ou leurs collaborateurs sur leurs quartiers d'hivernage (Tunisie, Algérie, Italie, Camargue, Mauritanie, Sénégal, Espagne).

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

› En 2008, un plan international d'action pour la conservation de la Spatule blanche a été mis en place, soutenu par l'AEWA depuis 2013. La Tour du Valat est coordinatrice du groupe depuis 2016 suite à l'organisation du 8ème atelier international sur l'espèce qui s'est tenu du 23 au 29 novembre 2015.

Crabier blanc / Ardeola idae

Plan National pour Crabier blanc / Ardeola idae

☒ Un NSSAP plan national a été mis en place et est mis en œuvre.

Quand le plan a-t-il été approuvé et publié ? Veuillez fournir un lien internet ou joindre un fichier si possible. Veuillez également donner les coordonnées de toute personne ou organisation chargée de sa coordination et de sa mise en œuvre. Veuillez faire la liste de toutes les activités et/ou réalisations effectuées au cours des trois dernières années.

› La rédaction du PNA, réalisée par le GEPOMAY pour le compte de la DEAL de Mayotte, est en cours de finalisation. Il devrait être validé, puis édité/diffusé avant la fin de l'année 2018. Pour ce PNA, l'année 2015 est considérée comme l'état zéro de référence mais des actions préalables d'urgence ont déjà eu lieu depuis 2010 à savoir : le suivi standardisé des zones de reproduction du Crabier blanc, le suivi des principales zones d'alimentation, des actions de communication/sensibilisation, et des actions de surveillance. Un diagnostic validé en décembre 2015 par le comité de suivi de la rédaction du PNA puis par le CSPN de Mayotte en mars 2016 fait état de ces actions menées entre 2010 et 2015

Les suivis menés par drone durant la saison de reproduction 2015-2016 donnent un résultat de 98 couples de Crabier blanc et 70 jeunes produits. La population nicheuse de Mayotte représenterait donc jusqu'à 15 % de la population mondiale de l'espèce qui se reproduit uniquement à Madagascar, Aldabra, Europa et Mayotte. Le GEPOMAY a également déposé un projet LIFE dans lequel des actions de conservation complémentaires au PNA sont prévues :

Développer une méthodologie démonstrative et durable de lutte contre les EEE impactant le crabier blanc à partir de septembre 2019 puis tester et appliquer cette méthodologie contre les EEE pour la conservation du crabier à partir de juillet 2019

Améliorer les connaissances sur les préférences d'habitat du crabier blanc et protéger ces habitats clés des menaces anthropiques dès la fin 2019

Sensibiliser le grand public à la conservation du crabier pendant les 5 ans du projet.

Si ce projet est accepté (en cours), il devrait débiter à la mi-septembre 2018.

Enfin dans les années à venir, le GEPOMAY souhaite développer et pérenniser un réseau d'acteurs dédié à la conservation du crabier blanc au niveau régional (océan indien et Afrique de l'Est).

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> Contacts : Emilien DAUTREY, Responsable du GEPOMAY (Groupe d'Etudes et de Protection des Oiseaux de Mayotte) : emilien.dautrety@gepomay.fr

Miguel LAMALFA DIAZ, chargé de mission Faune/Flore terrestre, DEAL de Mayotte : miguel.lamalfa-diaz@developpement-durable.gouv.fr

Cygne de Bewick / *Cygnus columbianus*

Plan National pour Cygne de Bewick / *Cygnus columbianus*

☒ Pas de plan national ni d'actions mis en œuvre

Veuillez en expliquer les raisons.

> Espèce protégée présente sur des sites naturels en hivernage. Manque de moyens. Jugée non prioritaire.

Barge à queue noire / *Limosa limosa*

Plan National pour Barge à queue noire / *Limosa limosa*

☒ Un NSSAP plan national a été mis en place et est mis en œuvre.

Quand le plan a-t-il été approuvé et publié ? Veuillez fournir un lien internet ou joindre un fichier si possible. Veuillez également donner les coordonnées de toute personne ou organisation chargée de sa coordination et de sa mise en œuvre. Veuillez faire la liste de toutes les activités et/ou réalisations effectuées au cours des trois dernières années.

> <http://www.plan-bqn.fr/>

Plan de gestion (2015-2020) a été approuvé et publié en septembre 2014.

La rédaction du Plan National de Gestion a été confiée à l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) par le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer (MEEM). Il est animé par la Fédération Départementale des Chasseurs de la Vendée (FDC 85) de 2015 à 2020.

Objectifs détaillés :

1. Maintenir ou restaurer les milieux de reproduction et y conserver ou améliorer les modalités de gestion de façon à ce qu'elles soient le plus favorable possible à l'espèce.
2. Acquérir des sites favorables à la reproduction de la Barge à queue noire.
3. Maintenir ou restaurer les milieux utilisés par la Barge à queue noire continentale en halte prénuptiale sur les sites historiques que sont le marais Poitevin, notamment la Vallée du Lay, et les Basses Vallées angevines.
4. Maintenir ou restaurer les milieux utilisés par la Barge à queue noire continentale en halte prénuptiale, sur des sites nouveaux ou à fort potentiel.
5. Recueillir des informations pour améliorer les connaissances sur les Barges à queue noire nicheuses françaises, en particulier sur la productivité, leurs déplacements, leur fidélité aux sites, et leur survie (*L. l. limosa*).
6. Continuer le suivi des effectifs hivernants et de leur répartition de façon à évaluer l'évolution de cette population (*L. l. islandica*).
7. Suivre les stationnements de Barges à queue noire en halte prénuptiale.
8. Évaluer l'effet de la suspension de la chasse (*L. l. islandica* et *L. l. limosa*).
9. Assurer la communication nationale et internationale autour du PNG.

Actualités récentes :

Motion déposée en 2018 par le comité de pilotage du plan auprès de l'Etat et des régions pour le maintien des MAEC favorables à la biodiversité jusqu'en 2020 au sein de plusieurs zones majeures pour la reproduction ou la migration de la Barge à queue noire. Une étude sur le dénombrement et la distribution spatiale des couples nicheurs dans les marais de Brière et du Brivet a été conduite en 2016 et 2017. Le suivi précis des nicheurs se poursuit et une campagne de marquage coloré a débuté en 2012 afin d'améliorer les connaissances sur la population nicheuse des marais côtiers du centre Ouest de la France (37 adultes et 140 poussins bagués entre 2012 et 2017). Un suivi également de la migration prénuptiale réalisés en Marais poitevin et en Basses Vallées Angevines, est désormais synchronisé sur plusieurs sites et utilisé localement pour la conservation de prairies ou la reconversion de peupleraies en prairies. Le travail de veille foncière a permis d'acheter plus de 95 ha de prairies humides favorables à la nidification en 2016 et 2017. Des Mises en défends de parcelles pour remise en pâturage extensif ont aussi été effectuées.

(cf rapport d'activité en attaché)

Animateur du PNG : Sébastien FARAU (sfarau@chasse85.fr)

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/PNG-Barge-%C3%A0-queue-noire.pdf>

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> Le moratoire sur la chasse à la barge à queue noire mis en place en 2008 a été reconduit pour cinq années supplémentaires. Ce moratoire s'étend ainsi du 24 Juillet 2013 au 30 Juillet 2018. En outre, un système de surveillance a été conçu pour évaluer l'impact de ce moratoire sur les populations de barges. Ce suivi basé sur plusieurs indicateurs, est réalisée par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage ; il sera réalisé jusqu'à la fin du moratoire.

Glaréole à ailes noires / Glareola nordmanni

Plan National pour Glaréole à ailes noires / Glareola nordmanni

☒ Pas de plan national ni d'actions mis en œuvre

Veuillez en expliquer les raisons.

> L'espèce est protégée et très occasionnelle en France (une 30aine de données depuis 1980).

Courlis cendré / Numenius arquata

Plan National pour Courlis cendré / Numenius arquata

☒ Un NSSAP plan national a été mis en place et est mis en œuvre.

Quand le plan a-t-il été approuvé et publié ? Veuillez fournir un lien internet ou joindre un fichier si possible. Veuillez également donner les coordonnées de toute personne ou organisation chargée de sa coordination et de sa mise en œuvre. Veuillez faire la liste de toutes les activités et/ou réalisations effectuées au cours des trois dernières années.

> Site internet : <https://www.png-courliscendre.fr/>

le Plan National de Gestion (2015-2020) a été rédigé en deux temps : une première phase rédigée par M. Michel FOUQUET (ONCFS), publiée en 2013, une seconde phase rédigée par un comité de rédaction constitué par la DREAL de Normandie (pilote du PNG) et la Fédération Régionale des Chasseurs de Normandie (Animatrice du PNG) en 2016.

Etat d'avancement début 2018 :

Objectif 1 : Améliorer les connaissances sur le Courlis cendré.

1.1 Localiser et cartographier les sites accueillant des Courlis cendrés :

Campagne de collecte d'informations récentes auprès des APN en cours

1.2 Dénombrer les populations migratrices et hivernantes:

Collectes des comptages réalisés par les FDC et l'ISNEA en cours

Collecte des synthèses des comptages Wetlands chaque année

1.3 Dénombrer les populations nicheuses:

Lancement d'une enquête auprès des APN afin d'identifier dans chaque Département, les secteurs où nichent les Courlis cendrés (en cours)

Organisation de la 1ère réunion du Groupe de travail "Nicheurs" (avril 2018) en vue de l'organisation en 2019 voire 2020, d'une enquête de terrain "nicheurs" à l'échelle nationale

1.4 Suivre la migration et les jeunes Courlis cendrés nés en France:

Projet de suivi individuel par outils télémétriques de Courlis cendré migrateurs mené par le LIENSs actuellement en cours

Projet de suivi individuel par outils télémétriques de Courlis cendré migrateurs mené par l'ISNEA actuellement en cours

Note de recommandation méthodologique et technique pour la capture de Courlis cendré en migration et hivernage en cours de rédaction en vue d'une validation pour le CRBPO et l'ONCFS

1.5 Caractériser et étudier l'utilisation spatio-temporelle des habitats:

Projet de suivi individuel par outils télémétriques de Courlis cendré migrateurs mené par le LIENSs actuellement en cours

Projet de suivi individuel par outils télémétriques de Courlis cendré migrateurs mené par l'ISNEA actuellement en cours

1.6 Étudier le succès de la reproduction:

Elaboration d'un programme de recherche en synergie avec le PNG Barge à queue noire visant à étudier l'impact de la prédation sur la reproduction des 2 espèces: rédaction d'une synthèse bibliographique et d'un cahier des charge en cours, recherche de financements en cours, en vue de proposer le projet à plusieurs unités de recherches

1.7 Contribuer à l'évaluation des prélèvements cynégétiques en France Communication auprès des ACM sur l'importance de transmettre les prélèvements annuels de limicoles aux FDC en cours

Collecte d'échantillons sur les individus prélevés à la chasse afin d'étudier l'helminthofaune parasitaire en cours

Objectif 2 : Gérer et restaurer les habitats de l'espèce.

2.4 "Inciter à pérenniser ou contractualiser des Programmes Agro-Environnementaux et Climatiques (PAEC) adaptées sur les sites de reproduction du Courlis cendré" :

Travail en cours avec Julie Garet (MAAF) afin de conseiller les principales MAEC en faveur du Courlis cendré, et

d'identifier les secteurs à enjeux pour le Courlis cendré ne faisant pas encore l'objet de PAEC favorables à l'espèce

Objectif 4 : Communiquer et sensibiliser.

4 Assurer la communication générale du plan:

Suite à la publication du document "PNG Courlis cendré" mi-2017, une campagne de communication à l'échelle nationale a été lancée

Création d'un site internet dédié au PNG, régulièrement remis à jours (<https://www.png-courliscendré.fr/>)

Rencontre des partenaires futurs et actuels en cours

Mise en place d'un réseau départemental de "référénts Courlis" au sein de la communauté cynégétique

Les animateurs et pilotes du PNG :

Cécile PATRELLE : Animatrice du PNG, NaturAgora (c.patrelle@naturagora.fr)

Eric COQUATRIX : Représentant de la FRC Normandie pour le projet PNG

David GUERIN : Conseiller technique du PNG pour la FRC Normandie

Bruno DUMEIGE : Responsable du PNG au sein de la DREAL de Normandie

https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/PNG%20courlis%20cendré_v6_web.pdf

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> La chasse du courlis cendré est toujours autorisée sur le domaine Public maritime mais l'Arrêté du 24 juillet 2013 relatif à la suspension de la chasse de certaines espèces de gibier en France métropolitaine a suspendu sa chasse sur le reste du territoire métropolitain jusqu'au 30 juillet 2018.

Le tableau de chasse national pour la saison cynégétique 2013-2014 a été estimé à 6 961 individus.

10. Votre pays a-t-il en place ou est-il en train d'élaborer un Plan d'action national par espèce pour une espèce/population pour laquelle il n'existe pas d'ISSAP de l'AEWA? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.2.2)

☒ Oui

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

[Plans Nationaux de Gestion en faveur des espèces chassables](#)

[Tableau de suivi des Plans Nationaux d'Actions en faveur des espèces menacées](#)

[Liste des Plans Nationaux d'Actions pour le rétablissement ou la conservation d'espèces](#)

Veillez fournir des informations sur chaque espèce pour laquelle des mesures pertinentes ont été entreprises

France

Macreuse brune / *Melanitta fusca*

Plan d'action national par espèce pour Macreuse brune / *Melanitta fusca*

☒ PANPE en cours de développement

Fournissez des détails

> Le ministère chargé de l'environnement a confié à l'ONCFS, aidé par un groupe de travail dédié, la réalisation de Plans nationaux de gestion de certaines espèces de limicoles et canards chassables : Barge rousse et Barge à queue noire, Courlis cendré et Courlis corlieu, Chevalier gambette et Bécasseau maubèche. Ces documents évaluent le statut de conservation des populations concernées, diagnostiquent les problèmes éventuels, et proposent des mesures et actions afin d'y remédier. Des Plans de gestion ont aussi été préparés pour la Nette rousse, le Fuligule milouinan et la Macreuse brune.

Pour ce qui concerne les actions et mesures proposées, la meilleure cohérence a été recherchée avec l'Accord AEWA, auquel se réfèrent ces documents.

Le PNG Macreuse brune (2015-2020) a été rédigé par O.Girard et B.Trollet (ONCFS) mais pour le moment, le ministère n'a pas les moyens de le mettre en œuvre ou de financer son animation.

Nette rousse / *Netta rufina*

Plan d'action national par espèce pour Nette rousse / *Netta rufina*

☒ PANPE en cours de développement

Fournissez des détails

> Le ministère chargé de l'environnement a confié à l'ONCFS, aidé par un groupe de travail dédié, la réalisation de Plans nationaux de gestion de certaines espèces de limicoles et canards chassables : Barge rousse et Barge à queue noire, Courlis cendré et Courlis corlieu, Chevalier gambette et Bécasseau maubèche. Ces documents évaluent le statut de conservation des populations concernées, diagnostiquent les problèmes éventuels, et proposent des mesures et actions afin d'y remédier. Des Plans de gestion ont aussi été préparés pour la Nette rousse, le Fuligule milouinan et la Macreuse brune.

Pour ce qui concerne les actions et mesures proposées, la meilleure cohérence a été recherchée avec l'Accord AEWA, auquel se réfèrent ces documents.

Le PNG Nette rousse (2016-2020) a été rédigé par P. Defos Du Rau (ONCFS) mais pour le moment, le ministère n'a pas les moyens de le mettre en œuvre ou de financer son animation.

Fuligule milouinan / Aythya marila

Plan d'action national par espèce pour Fuligule milouinan / Aythya marila

☒ PANPE en cours de développement

Fournissez des détails

> cf. texte Nette rousse.

Butor étoilé / Botaurus stellaris

Plan d'action national par espèce pour Butor étoilé / Botaurus stellaris

☒ PANPE en place et mis en œuvre

Fournissez des détails

> Un Plan national de restauration du Butor étoilé a été adopté en 2007. Il a couvert la période 2008 - 2012.

https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/PNA_Butor-etoile_2008-2012.pdf

Courlis corlieu / Numenius phaeopus

Plan d'action national par espèce pour Courlis corlieu / Numenius phaeopus

☒ PANPE en cours de développement

Fournissez des détails

> cf texte Nette rousse.

Courlis cendré / Numenius arquata

Plan d'action national par espèce pour Courlis cendré / Numenius arquata

☒ PANPE en place et mis en œuvre

Fournissez des détails

> cf réponse à la question 9

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

[PNG Courlis cendré](#)

Barge rousse / Limosa lapponica

Plan d'action national par espèce pour Barge rousse / Limosa lapponica

☒ PANPE en cours de développement

Fournissez des détails

> cf texte Nette rousse.

Barge à queue noire / Limosa limosa

Plan d'action national par espèce pour Barge à queue noire / Limosa limosa

☒ PANPE en place et mis en œuvre

Fournissez des détails

> cf réponse à la question 9

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

[PNG Barge à queue noire](#)

Bécasseau maubèche / Calidris canutus

Plan d'action national par espèce pour Bécasseau maubèche / Calidris canutus

☒ PANPE en cours de développement

Fournissez des détails

> cf texte Nette rousse.

Chevalier gambette / Tringa totanus

Plan d'action national par espèce pour Chevalier gambette / Tringa totanus

☒ PANPE en cours de développement

Fournissez des détails

> cf texte Nette rousse.

11. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA pour la préparation des plans d'action nationaux par espèce pour les oiseaux migrateurs ?

Attention: Avant de cliquer sur le lien hypertexte ci-dessus, veuillez appuyer et garder le **bouton Ctrl** sur votre clavier afin d'ouvrir le lien dans un nouvel onglet.

☒ Oui

Donnez des détails

> Les rédacteurs ont pris connaissance et se sont légèrement inspirés de ces lignes directrices, mais les plans se sont surtout inspiré du format des plans de gestion de l'Union Européenne.

Vous pouvez, à titre facultatif, fournir des informations supplémentaires sur la section 3.2 Plans d'action nationaux par espèce

> La reproduction du Héron de Humblot (*Ardea humbloti*), considéré jusqu'alors comme endémique de Madagascar et classé "En danger" au niveau mondial par l'IUCN, a été découverte début 2015 à Mayotte (GEPOMAY, à paraître). 4 couples nicheurs (dont un couple hybride H. de Humblot x H. cendré) ont été recensés cette année là.

La population de cette espèce a été estimée à moins de 1 500 individus par le suivi réalisé en 2003/2004 (Andrianarimisa et al., in press) et il existe désormais au moins deux sites de reproduction du Héron de Humblot dans le monde, Madagascar et Mayotte.

La question de l'intégration de cette espèce dans la liste des espèces de l'AEWA mériterait d'être débattue.. Ne pouvant être intégré au PNA Crabier blanc, le GEPOMAY et la DEAL de Mayotte recherchent de nouveaux moyens techniques et financiers afin d'étudier la population nicheuse de Héron de Humblot. La mise en place d'un Plan Local d'Action est actuellement évoquée.

3.3 Mesures d'urgence

12. Veuillez rapporter toutes les situations d'urgence qui se sont manifestées dans votre pays durant ces trois dernières années et qui ont menacé les oiseaux. (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.3)

Veuillez indiquer si une situation d'urgence menaçant les oiseaux d'eau, comme le botulisme, une pollution chimique, un tremblement de terre, des conditions météorologiques extrêmes, un incendie, une efflorescence algale nuisible, une maladie infectieuse, l'introduction d'espèces non indigènes, une intoxication saturnine, un accident nucléaire, des rejets d'hydrocarbures, de la prédation, une activité volcanique, une guerre ou une autre situation d'urgence (veuillez spécifier), s'est produite dans votre pays au cours des trois dernières années.

☒ Aucune situation d'urgence ne s'est produite

13. Existe-t-il d'autres mesures de réponse d'urgence, différentes de celles prises en réponse aux situations d'urgence citées ci-dessus, ayant été développées et mises en place dans votre pays et pouvant être utilisées à l'avenir en cas d'urgence ?

☒ Non

14. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA pour l'identification et la prise en main des situations d'urgence pour les oiseaux d'eau migrateurs ?

Attention: Avant de cliquer sur le lien hypertexte ci-dessus, veuillez appuyer et garder le **bouton Ctrl** sur votre clavier afin d'ouvrir le lien dans un nouvel onglet.

☒ Non

Vous pouvez, à titre facultatif, fournir des informations supplémentaires sur la section 3.3 Mesures d'urgence

> Des procédures existent pour les autres situations d'urgence mais elles ne sont pas spécifiques aux oiseaux d'eau.

3.4. Rétablissements

15. Votre pays tient-il un registre national des projets de rétablissement en cours ou dont la réalisation partielle ou intégrale est prévue dans votre pays ? (Résolution 4.4)

☒ Oui

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

[Liste des espèces de Faune métropolitaine retenues pour les plans nationaux d'actions de rétablissement et conservation](#)

Donnez des détails sur ce registre
> Les documents sont archivés.

16. Existe-t-il dans votre pays un cadre réglementaire pour le rétablissement des espèces, notamment les oiseaux d'eau (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.4) ?

☒ Oui

Veuillez donner des précisions

> En 2010, la loi Grenelle II a intégré dans le code de l'Environnement : les « plans nationaux d'action pour la conservation ou le rétablissement des espèces visées aux articles L. 411-1 et L. 411-2 (du code de l'environnement) ainsi que des espèces d'insectes pollinisateurs ».

Ils sont « élaborés et, après consultation du public, mis en œuvre sur la base des données des instituts scientifiques compétents lorsque la situation biologique de ces espèces le justifie ».

« Ces plans tiennent compte des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des impératifs de la défense nationale ».

« Les informations relatives aux actions prévues par les plans sont diffusées aux publics intéressés ; les informations prescrites leur sont également accessibles pendant toute la durée des plans, dans les secteurs géographiques pertinents ».

Un décret précise, en tant que de besoin, les modalités d'application de la loi.

Il fixe notamment la liste limitative des habitats naturels, des espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées ainsi protégés et les règles que doivent respecter les établissements autorisés à détenir ou élever hors du milieu naturel des spécimens d'espèces mentionnés au 1° ou au 2° du I de l'article L. 411-1 à des fins de conservation et de reproduction de ces espèces.

17. Votre pays a-t-il envisagé, élaboré ou mis en œuvre des projets de rétablissement pour des espèces figurant au tableau 1 de l'AEWA ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.4)

☒ Oui

Veuillez donner des informations sur chaque espèce ayant fait l'objet d'actions pertinentes

Rôle des genêts / *Crex crex*

Projets pour Rôle des genêts / *Crex crex*

☒ Plan de rétablissement développé et mis en œuvre

Veuillez donner des informations sur le calendrier et les objectifs de ce projet. Veuillez fournir un lien internet ou attacher un document si possible. Veuillez également fournir les coordonnées de toute personne ou organisation chargée de la coordination de sa mise en œuvre. Listez toutes les activités et/ou réalisations effectuées durant les trois dernières années.

> PNA en cours : https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/PNA_Role-des-genets_2013-2018.pdf

Suite au 1er PNA rôle des genêts (2005-2009) et au Programme Life (2011-2015) en faveur de la conservation de l'espèce et de la protection de ses sites de reproduction, un second PNA sur le rôle des genêts a été mis en place (2013-2018) qui se terminera en mai 2019.

Un suivi protocolé des sites de reproductions favorables pour recenser les mâles chanteurs est actualisé chaque année dans ce cadre avec des déclinaisons régionales dans les 2 grands secteurs correspondant aux bastions nationaux de l'espèce : (Pays-de-Loire/Centre et Nord-Est).

Ces suivis révèlent une dégradation généralisée sur l'ensemble des sites et une dynamique négative de la population française qui se poursuit (87-109 mâles chanteurs en 2017 contre 178-215 en 2016).

L'année 2018 est une année d'enquête nationale qui permettra d'évaluer plus finement la taille de la population en France (dernière en date 2014).

De nombreux partenariats, journées d'échanges, journées techniques, formations sont mis en place dans le cadre du PNA avec les acteurs locaux (notamment échanges avec les agriculteurs et les éleveurs, mises en place de MAEC, formations au programme de suivi bioacoustique...).

Le réseau est toujours plus impliqué mais le manque de moyens alloués (baisse des crédits d'Etat, regroupements des régions...) ne permet pas d'enrayer la chute dramatique des effectifs nationaux.

Fin mai 2018, le PNA prévoit 2 journées de réunion en Touraine pour réfléchir à la mise en place d'un programme scientifique de grande ampleur pour le Rôle des genêts.

Site internet : <http://partenaires-pna-raledesgenets.blogspot.fr/>

contacts : Samuel HAVET, (samuel.havet@lpo-anjou.org), Coordinateur national du PNA (LPO Anjou)

Stephanie HENNIQUE, (stephanie.hennique@lpo-anjou.org), Animatrice nationale du PNA (LPO Anjou).

Votre pays a-t-il informé à l'avance le Secrétariat de l'AEWA de ce projet de rétablissement ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.4)

☒ Non

Expliquez-en les raisons

> Ce projet poursuit des actions déjà anciennes (1er PNA (2005-2009); Projet Life (2011-2015) puis 2nd PNA (2013-2018).

Butor étoilé / Botaurus stellaris

Projets pour Butor étoilé / Botaurus stellaris

☒ Plan de rétablissement développé et mis en œuvre

Veuillez donner des informations sur le calendrier et les objectifs de ce projet. Veuillez fournir un lien internet ou attacher un document si possible. Veuillez également fournir les coordonnées de toute personne ou organisation chargée de la coordination de sa mise en œuvre. Listez toutes les activités et/ou réalisations effectuées durant les trois dernières années.

> Le Plan national de restauration du Butor étoilé 2008 - 2012 est terminé.

Votre pays a-t-il informé à l'avance le Secrétariat de l'AEWA de ce projet de rétablissement ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.4)

☒ Non

Expliquez-en les raisons

> Rédaction du plan antérieure

18. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA relatives au transfert d'oiseaux d'eau aux fins de conservation ?

Attention: Avant de cliquer sur le lien hypertexte ci-dessus, veuillez appuyer et garder le **bouton Ctrl** sur votre clavier afin d'ouvrir le lien dans un nouvel onglet.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons. Quelle orientation de base a été utilisée à la place pour prendre en main cette question ?

> Il n'y a pas eu de transfert d'oiseaux d'eau aux fins de conservation.

3.5. Introductions

19. Votre pays a-t-il une législation en place, interdisant l'introduction d'espèces animales et végétales non indigènes susceptibles de nuire aux oiseaux d'eau migrateurs ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.5.1)

☒ Oui, et elle est appliquée

Veuillez indiquer le titre de la législation, son année d'adoption, l'institution qui l'a adoptée, l'institution qui la fait appliquer. Veuillez préciser si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> Le Règlement UE n°1143/2014 du 22 octobre 2014 du Parlement Européen et du Conseil relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes : Règlement d'exécution (UE) 2016/1141 de la Commission du 13 juillet 2016 adoptant une liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union conformément au règlement (UE) n°1143/2014 du Parlement Européen et du Conseil ; Règlement d'exécution (UE) 2017/1263 de la Commission du 12 juillet 2017 portant mise à jour de la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union établie par le règlement d'exécution (UE) 2016/1141 conformément au règlement (UE) no 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil.

Ils s'appliquent par transcription en droit français par le Décret no 2017-595 du 21 avril 2017 relatif au contrôle et à la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales, l'Arrêté du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain et l'Arrêté du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain

☐ Arrêté du 10 août 2004 fixant les conditions d'autorisation de détention d'animaux de certaines espèces non domestiques dans les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit ou de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques.

☐ Arrêté du 10 août 2004 fixant les règles générales de fonctionnement des installations d'élevage d'agrément d'animaux d'espèces non domestiques.

Vous avez joint les documents suivants à cette réponse.

[arr t 10 aout 2004 levage agr ment.pdf](#) - arrêté détention espèces non domestiques agrément

[DGALN_AM_10_08_04et.pdf](#) - arrêté détention espèces non domestiques établissements

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

[Règlement d'exécution \(UE\) 2017/1263 de la Commission du 12 juillet 2017](#)

[Décret no 2017-595 du 21 avril 2017](#)

[Arrêté du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain](#)

[Arrêté du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain](#)

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> Les arrêtés du 14 février 2018 relatifs à la faune / flore exotique envahissantes interdisent pour certaines espèces leur introduction dans le milieu naturel (voir annexe 1). Y figure par exemple, la bernache du Canada. Un niveau plus restrictif interdit en plus la détention, la vente, l'échange, le transport des EEE listées par le règlement européen sauf dérogation pour les parcs zoologiques (avec conditions) et mesures transitoires pour les détenteurs légaux actuels (pas de reproduction, pas de fuite). Pour les anatidés, le niveau 2 concerne l'ouette d'Egypte et l'érisma rousse. L'objectif est d'éviter de nouvelles introductions. Pour les espèces déjà implantées, le décret du 21 avril 2017 reprenant le règlement UE fixe les modalités : éradication pour les nouvelles populations, confinement pour les autres.

Pour l'érisma rousse, le Plan National de Lutte 2015-2025 cadre la stratégie de l'Etat conformément à la convention de Berne. Pour la bernache du Canada, un plan de maîtrise s'applique depuis 2012 et est en cours d'évaluation. L'ouette d'Egypte, non chassable en France, fait l'objet de tirs de destruction par arrêtés préfectoraux.

20. Votre pays a-t-il imposé des exigences législatives aux zoos, aux collections privées, etc., afin d'éviter les évasions accidentelles d'animaux captifs appartenant à des espèces non indigènes pouvant être préjudiciables aux oiseaux d'eau migrateurs ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.5.2)

☒ Oui, et elles sont appliquées

Veuillez donner le titre du document, l'année d'adoption, l'institution qui l'a adopté, l'institution qui le fait appliquer. Veuillez préciser si la législation s'applique / est cohérente dans tout le pays ou seulement dans certains états / provinces.

> L'arrêté du 30 juillet 2010 et les arrêtés d'août 2004 (en cours de modification suite décret du 21 avril 2017) s'appliquent également à ces établissements. Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales et le ministre de l'écologie et du développement durable, le directeur de la nature et des paysages au ministère de l'écologie et du développement durable et le directeur général de l'alimentation au ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Sous l'autorité des préfets, les Directions Départementales des Territoires et de la Mer.

Arrêté du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 21-40 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

21. Votre pays a-t-il mis en place un Plan d'action national pour les espèces envahissantes (PANEE) (dans le cadre d'AME tels que la CDB, la Convention de Berne et le GISP (Programme mondial sur les espèces envahissantes)) ? (Plan stratégique, Objectif 1, Cible 5)

☒ Il est en cours de développement

Veuillez indiquer la date de démarrage et la date de finalisation prévue

> Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes publiée en mars 2017. Intemporelle, elle accompagne la mise en œuvre du règlement européen sur les espèces préoccupantes pour l'UE ainsi que les règlements connexes concernant en partie ce sujet (directive-cadre sur l'eau, directive-cadre stratégie pour le milieu marin, convention sur la gestion des eaux de ballast, etc.)

Ibis sacré : Plan de lutte

Erisma rousse : Plan National de Lutte 2015-2025.

Bernache du Canada : Plan de maîtrise 2012-en cours actuellement

La France agit également dans le cadre de l'Union Européenne. Voir rapport de l'UE.

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> Il y a depuis mars 2017 une stratégie nationale relative aux espèces exotiques envahissantes issues de la Loi biodiversité de 2016. Cette stratégie est pilotée et animée par le Ministère en charge de l'écologie. La stratégie cible les populations d'espèces de faune et de flore introduites, ou pouvant l'être, ayant des impacts écologiques, économiques ou sanitaires négatifs potentiels ou avérés. L'objectif général est de renforcer et

structurer l'action collective concernant la prévention et la sensibilisation, la mise en place de dispositifs de surveillance et de réaction rapide, les moyens de gestion sur le long terme, y compris la restauration des écosystèmes, et l'amélioration des connaissances.

La stratégie intègre l'approche hiérarchique en trois points de la Convention sur la diversité biologique :

- la prévention des introductions d'espèces exotiques envahissantes est généralement plus économique et préférable pour l'environnement que les opérations de maîtrise sur le long terme ;
- la détection précoce d'une espèce exotique envahissante permet de prendre rapidement des mesures pour empêcher que l'espèce ne s'implante. Dans la plupart des cas, l'intervention à privilégier consiste à éradiquer cet organisme dès que possible ;
- des mesures de confinement et des opérations de maîtrise sur le long terme doivent être mises en œuvre si l'éradication n'est pas réalisable ou si des ressources ne sont pas disponibles à cette fin.

Elle mobilise et encourage la participation de tous les acteurs, de tous les secteurs d'activités concernés, y compris le grand public, et crée un consensus sur la nécessité d'agir.

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

stratégie nationale relative aux espèces exotiques envahissantes

22. Votre pays a-t-il examiné, développé ou mis en oeuvre des programmes de contrôle ou d'éradication d'espèces d'oiseaux d'eau non indigènes afin d'éviter leurs impacts négatifs sur les espèces indigènes ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.5.3)

☒ Oui

Veillez fournir des informations sur toutes les espèces pour lesquelles des actions pertinentes ont été entreprises

Erismature rousse / *Oxyura jamaicensis*

Pour Erismature rousse / *Oxyura jamaicensis*

☒ Programme de contrôle ou d'éradication élaboré et mis en oeuvre

Quand le programme a-t-il été approuvé et publié ? Veuillez fournir un lien internet ou joindre un document, si possible. Donnez les coordonnées de toute personne ou organisation chargée de sa mise en œuvre. Veuillez joindre une liste des activités et/ou réalisations effectuées au cours des trois dernières années.

> Avec environ 200 individus, la France abrite 50% de la population européenne. Son inscription au titre du règlement européen N°1143/2014 renforce les actions de gestion/lutte sur le territoire national et les actions de maîtrise de la captivité de l'espèce. Conformément au règlement européen relatif aux espèces exotiques envahissantes et aux recommandations successives du secrétariat de la convention de Berne, un plan national de lutte (2015-2025) est mis en place, seuls les agents assermentés peuvent les éliminer. Une enquête annuelle menée en collaboration ONCFS-FNC permet de connaître les effectifs hivernaux, en parallèle les tirs et observations ponctuelles sont rassemblés dans une base de données. Les résultats de ces suivis font l'objet d'une synthèse adressée au Ministère, qui rend compte annuellement de l'état d'avancement du plan d'éradication auprès de la convention. 93 ind prélevés en 2017 contre 170 en 2016 sur le lac de Grand-Lieu (44) qui concentre 95% des effectifs nationaux. Un projet Life (visant l'éradication) mené par l'ONCFS en partenariat avec la SNPN a été sélectionné par la Commission européenne et est en phase de révision. Démarrage prévu en octobre 2018.

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> http://www.gt-ibma.eu/wp-content/uploads/2017/06/pnl-erismature_section-a-b-c.pdf

Bernache du Canada / *Branta canadensis*

Pour Bernache du Canada / *Branta canadensis*

☒ Programme de contrôle ou d'éradication développé, mais pas correctement ou pas du tout mis en oeuvre.

Expliquez-en les raisons

> 12 000 à 14 000 individus (2016), 1700 couples nicheurs. La Bernache du Canada, espèce exogène à caractère envahissant dont les effectifs sont en augmentation, fait l'objet depuis 2012 d'un plan national de maîtrise. A ce titre, l'espèce est classée chassable (1800 prélèvements en 2012/13 et 2900 en 2014/15), classée nuisible (entre la fermeture de la chasse et le 31 mars) et peut faire l'objet de chasses ou battues particulières, organisées par les agents de l'ONCFS ou des lieutenants de louveterie (500 prélèvements en moyenne/an). Des stérilisations d'œufs sont réalisés (à une moyenne de 390/an entre 2012 et 2016). Malgré tout, depuis 2009, 6 nouveaux départements ont été colonisés par l'espèce. Un projet de gestion intégrée dans le département des Ardennes (plus forte augmentation d'effectifs en France) est à l'étude avec les partenaires locaux et la Wallonie. Un nouveau guide de gestion a été réalisé par l'ONCFS. Une évaluation du plan de maîtrise est en cours. Une enquête effectif hivernal ONCFS-FNC sera mise en place en 2019 (la dernière en 2016).

Ouette d'Egypte / Alopochen aegyptiaca
Pour Ouette d'Egypte / Alopochen aegyptiaca

☒ Programme de contrôle ou d'éradication développé, mais pas correctement ou pas du tout mis en oeuvre.

Expliquez-en les raisons

> 1 000 à 1 200 individus (essentiellement dans le quart NE). Elle n'est pas chassée et pas protégée. Certains agents ONCFS en éliminent de façon ponctuelle dans certains départements sous arrêtés préfectoraux. Sa récente inscription au titre du règlement européen N°1143/2014 sur les espèces exotiques envahissantes invite à repenser à l'échelle nationale le dispositif de lutte. Fin novembre 2017, une réunion s'est tenue à Luxembourg entre la France (co-représentation ONCFS-LPO Grand Est), le Luxembourg, la Belgique (Wallonie et Flandres) et la région allemande de Rhénanie-Palatinat en vue notamment de renforcer la collaboration des acteurs pour la maîtrise de cette espèce. Une enquête hivernale ONCFS-FNC sera mise en place en 2019 (la dernière en 2016).

Ibis sacré / Threskiornis aethiopicus
Pour Ibis sacré / Threskiornis aethiopicus

☒ Programme de contrôle ou d'éradication élaboré et mis en oeuvre

23. Votre pays a-t-il examiné, développé ou mis en œuvre des programmes de contrôle ou d'éradication d'autres espèces non indigènes (en particulier des plantes aquatiques) afin d'éviter leurs impacts négatifs sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.5.3 et Résolution 5.15)

☒ Oui

Veillez lister les espèces non indigènes pour lesquelles une action pertinente a été entreprise.

> Programmes locaux et territoriaux de lutte contre les jussies, Azolla fausse-fougère, Crassule de Helms, Baccharis à feuilles d'arroche, Egérie, Elodée, Myriophylle du Brésil, Grand Lagarosiphon.

Veillez fournir des informations supplémentaires pour chaque programme pertinent.

> Les informations sont disponibles sur <http://www.gt-ibma.eu/>

24. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA pour éviter l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau migrateurs non indigènes ?

Attention: Avant de cliquer sur le lien hypertexte ci-dessus, veuillez appuyer et garder le **bouton Ctrl** sur votre clavier afin d'ouvrir le lien dans un nouvel onglet.

☒ Oui

Donnez des détails

> Les lignes directrices ont été lues par les personnels en charge du projet de Stratégie nationale dédiée aux EEE

Pressions subies et réponses

4. Conservation de l'habitat

4.1 Inventaires des habitats

25. Votre pays a-t-il identifié le réseau de tous les sites d'importance internationale et nationale pour les espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 3.1.2.) ?

☒ En cours de développement

Veillez indiquer la date de démarrage et la date de finalisation prévue

> Un inventaire scientifique des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) a été effectué à la fin des années 1980 afin de mettre en œuvre la directive du conseil 79/409/CEE dite directive "oiseaux". Cet inventaire, basé sur la présence d'espèces d'intérêt communautaire répondant à des critères numériques précis, a été réalisé par la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) et le MNHN pour le compte du ministère chargé de l'Environnement, avec l'aide des groupes ornithologiques régionaux. Publié en 1994, cet inventaire a identifié 285 zones couvrant une superficie totale d'environ 4,7 millions d'hectares, dont 4,4 millions d'hectares de superficie terrestre, soit 8,1% de la superficie du territoire national.

Les ZICO les plus appropriées pour la conservation des oiseaux les plus menacés peuvent être classées, totalement ou partiellement, en Zones de Protection Spéciales (ZPS) qui font partie du Réseau des sites Natura 2000.

En février 2018, 399 ZPS étaient désignées au titre de la directive « Oiseaux » représentant 4,43 millions d'hectares terrestres (soit environ) et 3,52 millions d'hectares marins (cf. lien). Les oiseaux concernés par l'AEWA sont pris en compte dans ces zones.

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

[ZPS](#)

26. Si votre pays a identifié ou est en train d'identifier les sites d'importance internationale ou nationale, s'est-il appuyé ou s'appuie-t-il sur les Lignes directrices de l'AEWA sur la préparation d'inventaires de sites des oiseaux d'eau migrateurs ?

Attention: Avant de cliquer sur le lien hypertexte ci-dessus, veuillez appuyer et garder le **bouton Ctrl** sur votre clavier afin d'ouvrir le lien dans un nouvel onglet.

☒ Non

Expliquez-en les raisons. Qu'avez-vous utilisé à la place en tant que base d'inventaire ?

> La France agit plutôt dans le cadre des directives et règlements de l'Union Européenne, antérieurs à l'AEWA.

Vous pouvez, à titre facultatif, fournir des informations supplémentaires sur la section 4.1 Inventaires des habitats

> Concernant les sites d'importance internationale, signalons qu'une étude de l'évolution de l'occupation du sol au sein des sites Ramsar de France métropolitaine entre 1975 et 2005 a été menée par la Tour du Valat : <https://www.ramsar.org/news/evolution-of-land-cover-in-french-metropolitan-ramsar-sites-between-1975-and-2005>.

Par ailleurs, le Conservatoire du Littoral acquiert en moyenne 3 000 hectares de zones humides ou littorales par an en France dont la valeur écologique, paysagère et patrimoniale justifie la mise en place d'un dispositif de protection et de gestion.

4.2. Conservation des sites

27. Votre pays a-t-il entrepris une évaluation des implications futures du changement climatique pour les aires protégées et les autres sites importants pour les oiseaux d'eau (c'est-à-dire la résistance de ces sites au changement climatique) ? (Résolution 5.13)

Pour un ou plusieurs sites

☒ Oui

Si oui, veuillez préciser là où les informations sur ces évaluations ont été publiées (publication ou bien lien Internet).

> Certaines mesures des actions 1 ("Intégrer les enjeux de biodiversité liés à l'adaptation au changement climatique dans la recherche et l'expérimentation"), 2 ("Renforcer les outils de suivi existant pour prendre en compte les effets du changement climatique sur la biodiversité") et 3 ("Promouvoir une gestion intégrée des territoires prenant en compte les effets du changement climatique sur la biodiversité") du thème 4 du PNACC

2011-2015 prévoient cette évaluation et en particulier :

- Mesure 1.4 : Améliorer la connaissance sur la viabilité et l'adaptation des écosystèmes, territoires et ressources aux changements globaux au travers des appels à projets de recherche nationaux pilotés par l'ANR et le MEDDTL
- Mesure 2.4 : Réaliser une cartographie des habitats de France métropolitaine et des Outre-Mers, à l'échelle du 1/25 000, actualisée régulièrement permettant de suivre les changements dans la répartition et la surface des habitats
- Mesure 2.6 : Poursuivre et valoriser les démarches déjà initiées dans les réseaux d'espaces protégés concernant l'étude des conséquences actuelles et futures possibles des changements climatiques sur la biodiversité
- Mesure 3.2 : Prendre en compte le changement climatique dans la stratégie de création d'aires protégées et dans les modalités de gestion des aires protégées existantes et à venir.

Pour le réseau national d'aires protégées

☒ Oui

Si oui, veuillez préciser là où ces informations ont été publiées (publication ou bien lien Internet).

> Cf. réponse précédente et notamment les mesures suivantes :

- Mesure 2.6 : Poursuivre et valoriser les démarches déjà initiées dans les réseaux d'espaces protégés concernant l'étude des conséquences actuelles et futures possibles des changements climatiques sur la biodiversité
- Mesure 3.2 : Prendre en compte le changement climatique dans la stratégie de création d'aires protégées et dans les modalités de gestion des aires protégées existantes et à venir.

28. Quels sites ayant été identifiés comme importants, au niveau international ou national, pour les espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1, ont été désignés comme aires protégées dans le cadre de la législation nationale et ont des plans de gestion qui sont mis en œuvre, notamment dans le but de renforcer la résistance aux effets du changement climatique ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 3.2.1, Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA, Objectif 1, Cible 1.2)

Veuillez rapporter séparément les informations sur les sites d'importance internationale, les sites d'importance nationale et les zones tampons.

- ☒ Rapport sur la désignation et la gestion des sites d'importance internationale
- ☒ Rapport sur la désignation et la gestion des sites d'importance nationale
- ☒ Communication d'informations sur l'établissement de zones tampons autour des sites d'oiseaux d'eau (en tant qu'approche pour maintenir ou renforcer la résistance des réseaux écologiques, notamment la résistance au changement climatique)

Tous les sites d'importance internationale

(sites reconnus comme ayant une importance internationale pour les oiseaux d'eau migrateurs selon des critères tels que ceux du Réseau de sites critiques de l'AEWA, de la Convention de Ramsar, de la Directive oiseaux de l'Union européenne, du Réseau Émeraude de la Convention de Berne, des Zones importantes pour la conservation des oiseaux de BirdLife International)

Nombre total

> 88

Superficie totale (ha)

> 856521,4

Nombre de sites d'importance internationale sous désignation nationale de protection

> 55

Superficie (ha) des sites d'importance internationale sous désignation nationale de protection

> 76065

Sites protégés d'importance internationale dont la planification de la gestion mise en place est mise en œuvre

Nombre de sites

> 55

Superficie (ha)

> 76065

Sites d'importance internationale dont la planification de la gestion mise en place est mise en œuvre et comprend des objectifs de gestion en relation avec le maintien ou le renforcement de la résistance des réseaux écologiques existants, notamment la résistance au changement climatique

Nombre de sites

> 55

Superficie (ha)

> 76065

Tous les sites d'importance nationale

Nombre total

> 88

Superficie totale (ha)

> 856521,4

Sites d'importance nationale sous désignation nationale de protection

> 55

Superficie (ha)

> 76065

Sites protégés d'importance nationale ayant des plans de gestion en place qui sont mis en œuvre

Nombre de sites

> 55

Superficie (ha)

> 76065

Sites d'importance nationale dont la planification de la gestion mise en place est mise en œuvre et comprend des objectifs de gestion en relation avec le maintien ou le renforcement de la résistance des réseaux écologiques existants, notamment la résistance au changement climatique

Nombre de sites

> 55

Superficie (ha)

> 76065

Votre pays a-t-il identifié autour de quels sites d'importance nationale ou internationale il est nécessaire de mettre en place des zones tampons afin de maintenir ou de renforcer la résistance ?

☒ Non

Exemples de meilleures pratiques (facultatif)

Si certains sites offrent selon vous un exemple remarquable de processus de planification de la gestion ou de mise en œuvre des plans, veuillez l'indiquer en tant qu'exemple de meilleures pratiques (vous pouvez aussi fournir un lien vers une source Internet ou joindre un document)

> Tous les sites ayant un statut de protection FORT (réglementaire) en France contribuent au "maintien et au renforcement de la résistance des réseaux écologiques existants".

Par ailleurs, il existe d'autres statuts de protection légèrement moins contraignants mais souvent bien plus vastes qui couvrent donc une surface non négligeable (non relatée ici donc) des sites d'importance internationale pour les oiseaux d'eau français (Terrains acquis par le Conservatoire du Littoral, les Conservatoires d'Espaces Naturels, les sites RAMSAR...)

29. Votre pays a-t-il élaboré des plans d'action nationaux pour combler les lacunes dans la désignation et/ou la gestion des sites d'importance internationale et nationale ? (Résolution 5.2)

COMBLEMENT DES LACUNES DANS LA DÉSIGNATION

☒ Oui

Veuillez fournir des références complètes ou un lien Internet, ainsi que des détails sur le processus et l'état de ce plan.

> La France s'est dotée d'un 3e plan national d'action en faveur des milieux humides (2014-2018) qui vise à

permettre l'identification et la mise en œuvre d'actions concrètes, pragmatiques, permettant de préserver et restaurer les milieux humides.

Dans le cadre de la stratégie nationale pour la biodiversité (2011-2020), la France a aussi mis en place un Observatoire national des milieux humides.

L'inventaire est permanent. La LPO publie chaque année la liste des sites d'importance internationale pour l'hivernage des anatidés et des foulques.

Par ailleurs, devenue partie contractante de la convention Ramsar en 1986, la France compte actuellement 48 sites Ramsar pour une superficie de plus de 3,6 millions d'hectares (4 nouveaux sites inscrits en 2017).

Enfin, le Conservatoire du Littoral acquiert en moyenne 3 000 hectares de zones humides ou littorales par an en France dont la valeur écologique, paysagère et patrimoniale justifie la mise en place d'un dispositif de protection et de gestion. Ces terrains sont protégés de facto puisqu'inaliénables.

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

[Observatoires des zones humides](#)

[Arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement](#)

[3e plan national d'action en faveur des milieux humides \(2014-2018\)](#)

COMBLEMENT DES LACUNES DANS LA GESTION

☒ Oui

Veuillez fournir des références complètes ou un lien Internet, ainsi que des détails sur le processus et l'état de ce plan.

> (cf réponse précédente)

L'Atelier Techniques des Espaces Naturels (ATEN) est un établissement public visant à promouvoir et renforcer techniquement la gestion des espaces naturels français dont les zones humides.

De nombreuses publications et outils sont mis à disposition des administrateurs de sites pour orienter la gestion durable des zones humides.

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

[ATEN](#)

[Gestion et Protection des milieux humides](#)

[Ramsar et la gestion des zones humides en France](#)

30. Votre pays a-t-il développé un plan stratégique (indépendamment ou en tant qu'élément de votre document de politique générale sur la biodiversité ou les aires protégées) afin de maintenir ou de renforcer la résistance des réseaux écologiques (pour les oiseaux d'eau), notamment la résistance au changement climatique, et pour protéger l'aire et la variabilité écologique des habitats et des espèces ? (Résolution 5.2, Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA, Objectif 1, Cible 1.2)

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> C'est l'objectif de l'action 4 du Thème Biodiversité du PNACC.

Outre la mesure 3.2 de l'Action 3 du PNACC 2011-2015 déjà citée (« Prendre en compte le changement climatique dans la stratégie de création d'aires protégées et dans les modalités de gestion des aires protégées existantes et à venir », toutes les mesures de l'action 4 "Intégrer l'adaptation au changement climatique dans les stratégies et les plans mis en œuvre par l'État pour préserver la biodiversité" concurrent à cet objectif.

Le maintien ou le renforcement de la résistance des réseaux écologiques, notamment face au changement climatique est ainsi intégré dans des documents stratégiques tels que la SCAP (stratégie de création des aires protégées) ou la TVB (Trame verte et bleue).

.

31. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA sur la gestion des sites clés pour les oiseaux d'eau migrateurs ?

Attention: Avant de cliquer sur le lien hypertexte ci-dessus, veuillez appuyer et garder le **bouton Ctrl** sur votre clavier afin d'ouvrir le lien dans un nouvel onglet.

☒ Non

Expliquez-en les raisons. Quelles sont les directives suivies à la place ?

> La France agit plutôt dans le cadre des directives et règlements de l'Union Européenne, antérieurs à ces lignes directrices.

32. Est-ce que L'Outil Réseau de sites critiques (CSN) pour la zone de l'AEWA a été accessible et utilisé dans votre pays?

Attention: Avant de cliquer sur le lien hypertexte ci-dessus, veuillez appuyer et garder le **bouton Ctrl** sur votre clavier afin d'ouvrir le lien dans un nouvel onglet.

☒ Oui

Donnez des exemples d'utilisation de l'Application CSN

> Le CSN Tool a été consulté mais en l'état, il n'est pas exploitable. Les Sites critiques et les IBAs répertoriés pour la France nécessitent une mise à jour indispensable.

Dans la majorité des cas, les données qui ont permis de recenser les IBAs datent des années 1990's. Des jeux de données plus récents sont disponibles pour la totalité des sites français identifiés dans le CSN Tools et ces données récentes permettraient d'identifier de nouveaux sites.

Par ailleurs, parmi les sites déjà identifiés comme Site Critique de nombreuses erreurs et/ou lacunes sont à déplorer (cf pièces jointes).

Quelques exemples :

- La Réserve de la Boucle de Moisson (78) est désignée comme site critique sur la base (qualifying species) d'un effectif de 370 Grèbes esclavons sur le site en hivernage. Il s'agit d'une erreur d'espèce, le grèbe esclavon n'atteignant jamais de tels effectifs en France, encore moins sur des plans d'eau continentaux.

- La réserve des Sept-îles (22) est classée en Site Critique pour le Goéland argenté (3154 couples). Ce chiffre n'atteint pas le seuil requis des 1% de la population de l'espèce (10 200 ind) et surtout, cette réserve correspond à l'unique colonie (conséquente) de Fou de Bassan en France. Cette espèce de l'AEWA ne figure pourtant pas dans la liste des "espèces qualifiantes" pour ce Site Critique alors qu'avec un pic à 22 469 couples recensés en 2011 sur la réserve, le seuil des 1% est largement dépassé (25 000 ind).

- Même constat pour les Etangs de la Brenne pour lesquels seul le Canard souchet apparaît en espèce qualifiante (en dessous là aussi du seuil de 1%) alors que d'autres mériteraient d'y figurer (la Guifette moustac par exemple avec 878 couples en 2014; 1% = 330 ind)

- A l'inverse, certains sites ressortent en Site critique alors que les effectifs des "espèces qualifiantes" citées sont très loin des seuils requis de 1% de leurs populations respectives.

Massif du Canigou-Carança classé pour 1 (!) individu de cigogne noire en passage (1% = 40 ind) avec une erreur sur la population concernée (« Central & Eastern Europe/Sub-Saharan Africa » au lieu de « South-west Europe/West Africa »). La Crau classée en Site Critique pour 6 couples de Hérons pourprés (1% = 350 ind) ou encore le Marais de Manteyer classé pour 2 couples de Blongios nain (1% = 220 ind).

Un gros travail de mise à jour est donc nécessaire avant de pouvoir utiliser le CSN Tool pour recenser les Sites Critiques en France.

Vous avez joint les documents suivants à cette réponse.

[Blongios qualifying sp CS.JPG](#) - Manteyer erreur

[Heron Pourpré Qualifying CS.JPG](#) - Crau erreur

[Ciconia Nigra Qualifying CS.JPG](#) - Canigou erreur

[Brenne Qualifying CS.JPG](#) - Brenne erreur

[Fou Bassan 7iles.JPG](#) - Sept-Iles erreur

[Esclavon Erreur qualifying CS.JPG](#) - Boucle de Moisson erreur

Vous pouvez, à titre facultatif, fournir des informations supplémentaires sur la section 4.2 Conservation des sites

> La question 28. relative au nombre et à la surface de Sites d'Importance internationale en France ainsi qu'à la part de ces sites contenue dans le réseau français d'Aires protégées mériterait plusieurs éclaircissements. La définition d'une méthodologie plus précise à appliquer serait la bienvenue afin que les résultats soient comparables d'un Etat membre à l'autre.

En premier lieu, il conviendrait de définir clairement ce que l'on retient comme "Site d'importance Internationale". Les différents réseaux de sites proposés en sous-titre de la question 28 (Réseau de sites critiques de l'AEWA, de la Convention de Ramsar, de la Directive oiseaux de l'Union européenne, des Zones importantes pour la conservation des oiseaux de BirdLife) posent plusieurs questions.

Certains sites sont compris dans plusieurs réseaux (voire tous les réseaux) mais n'ont pas nécessairement les mêmes délimitations géographiques. Parfois deux sites distincts identifiés dans le réseau des IBA par exemple seront regroupés en 1 seul site Ramsar. Le nombre de sites total est donc assez approximatif et les surfaces couvertes pour un "même" site peuvent varier de façon conséquente selon qu'on retient l'un ou l'autre des réseaux.

Signalons également qu'un réseau de sites comme celui identifié par la Directive oiseaux de l'Union européenne fait effectivement ressortir une liste de sites d'importance internationale (399 ZPS en France) mais tous ne le sont pas au titre des oiseaux d'eau listés par l'AEWA. Les ZPS françaises comprennent des zones montagneuses, agricoles, méditerranéennes sèches ou encore forestières par exemple, qui ont été désignées au titre de la présence d'espèces qui ne figurent pas dans la liste des oiseaux d'eau migrateurs de l'AEWA. Si l'on voulait s'appuyer sur ce réseau de ZPS pour répondre à la question 28, il faudrait par conséquent reprendre pour chaque site, la liste des espèces "qualifiantes" et ne conserver que ceux qui contiennent des espèces AEWA.

Il s'agit là (pour la France) d'un travail colossal qui nécessiterait d'y consacrer plusieurs semaines (mois), ce

qui n'est pas possible actuellement dans le cadre de ce rapportage national d'application de l'AEWA. Par ailleurs, certains de ces réseaux de sites nécessitent une mise à jour car ils sont obsolètes et parfois erronés. C'est le cas des Sites Critiques de l'AEWA et des IBAs que l'on retrouve sur le CSN Tool (cf réponse à la question 32).

Par conséquent, nous avons décidé pour répondre à la première partie de la question 28 (nombre et surface de sites d'Importance Internationale), de garder uniquement le réseau de Sites Critiques pour les oiseaux d'eaux tels que définis par l'AEWA (qui recoupent une bonne partie des sites Ramsar également). Les données disponibles via le CSN Tool étant obsolètes pour la France, nous avons refait le travail de recensement de ces Sites Critiques selon les critères retenus par l'AEWA en s'appuyant sur les données collectées sur la période 2007-2017 (comptages Wetlands & Iaro-limicoles coloniaux nicheurs essentiellement).

Concernant la seconde partie de la question (nombre et surface de sites d'importance internationale sous désignation nationale de protection), là aussi, il s'agirait de préciser ce que l'on entend par "site protégé".

Il existe de nombreuses formes de protection/désignation/réglementation : protection réglementaire, protection contractuelle, protection par la maîtrise foncière, protection au titre de conventions et engagements européens ou internationaux...). En France par exemple, les espaces protégés au sens strict (considéré comme de la protection forte) ne regroupent que les Réserve naturelles (Nationales, régionales et de Corse), les réserves biologiques (intégrales et dirigées), les APPB (Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope) et les zones-cœurs de Parc Nationaux. Seuls ces statuts sont retenus pour définir le réseau des espaces protégés sur le territoire métropolitain dans le cadre de la SCAP (Stratégie nationale de Création des Aires Protégées coordonnée par le MNHN à la demande du Ministère de l'environnement).

L'IUCN a publié également un référentiel des différents degrés de protection en fonction des statuts de désignation. Cette nomenclature pourrait être utilisée pour proposer une méthodologie commune à tous les Etats membres.

En l'état, les chiffres que nous relatons dans ce rapport pour répondre à la deuxième partie de la question 28 ne prennent en compte que les statuts de protection stricts tels que définis par la SCAP (RN, RB, APB, Coeur de PN). Les Zones Natura 2000, les sites du Conservatoire du Littoral ou des Conservatoires des Espaces Naturels, les Parcs Naturels Régionaux, les Parcs naturels Marins, les Réserves de Biosphère ou tout autre statut de désignation d'espaces naturels en France n'ont pas été comptabilisés dans les chiffres synthétisés ici.

Pressions subies et réponses

5. Gestion des activités humaines

5.1. Chasse

33. Votre pays a-t-il établi un système pour le recueil des données de prélèvement, couvrant les espèces figurant au Tableau 1 ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.1.3)

☒ Oui

Couvrez-t-il : (cochez les cases applicables et fournissez des détails)

☒ Seulement certaines des espèces de l'AEWA présentes dans votre pays

› Celles dont la chasse est autorisée. Il manque certaines espèces en dehors du territoire métropolitain

Couvrez-t-il : (cochez les cases applicables et fournissez des détails)

☒ Uniquement certaines parties du territoire de votre pays

› France métropolitaine

Couvrez-t-il : (cochez les cases applicables et fournissez des détails)

☒ Uniquement certaines activités de prélèvement

› la seule autorisée étant la chasse à tir (pour les espèces de l'AEWA).

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

› Le nombre de chasseurs est actuellement suivi chaque année au niveau national, grâce au permis de chasser obligatoire. Des enquêtes sur les tableaux de chasse sont réalisées au niveau national environ tous les 10 ans depuis 1976 pour la plupart des espèces gibiers. La dernière qui porte sur la saison 2013-2014 a été publiée dans la revue technique de l'ONCFS en mars 2016 (voir lien). Des études ponctuelles ont également cours (Camargue, Région Ouest etc.), sur un territoire donné, ou par mode de chasse. Un carnet de prélèvement est obligatoire pour la chasse à la hutte et le domaine public maritime, ainsi que pour la chasse de la Bécasse des bois.

Vous avez joint les documents suivants à cette réponse.

[chasseur_com_10_CPU.pdf](#) - Explication du CPU

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

[Tableaux chasse 2013-2014](#)

34. Votre pays a-t-il supprimé progressivement l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.1.4)

☒ Oui, entièrement

Quand l'utilisation de la grenaille de plomb a-t-elle été interdite dans les zones humides?

› L'utilisation de la grenaille de plomb est interdite dans les zones humides depuis le 1er juin 2006. Le tir du grand gibier avec des balles de plomb reste autorisé dans les zones humides.

Quelle est la législation en vigueur ?

› Arrêté du 9 mai 2005 modifiant l'arrêté du 1er août 1986 relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement.

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

[Arrêté du 9 mai 2005](#)

Qui fait appliquer cette législation ?

› Les 1120 inspecteurs de l'environnement de l'ONCFS chargés de la police de la chasse et de la nature, agents commissionnés et assermentés placés sous l'autorité des procureurs de la République. Les agents commissionnés des espaces protégés (gardes littoraux, agents des réserves naturelles et agents des Parcs Nationaux) font également respecter ces lois mais uniquement sur les territoires qui les concernent. Leur action est donc "marginale" en comparaison de celle des inspecteurs de l'ONCFS.

Une évaluation du respect de la législation a-t-elle été réalisée ?

☒ Non

S'il y a lieu, veuillez en indiquer les raisons.

› Dans la mesure où il n'est pas interdit aux chasseurs d'avoir sur eux des munitions au plomb pour chasser dès qu'ils quittent les zones humides, il est difficile de vérifier si la législation est strictement appliquée.

L'impact de la législation a-t-il été mesuré, c'est-à-dire là où il existait un problème de saturnisme chez les oiseaux d'eau, ce problème a-t-il été réduit ?

☒ Non

S'il y a lieu, veuillez en indiquer les raisons.

> Le problème de saturnisme est très diffus en France, i.e., il n'y a pas de foyers particuliers qui auraient pu faire l'objet d'un suivi. D'autre part, le réseau d'épidémiologie-vigilance de la faune sauvage, le réseau SAGIR (ONC/FDC) ne détecte pas systématiquement tous les cas de saturnisme ; ses résultats ne permettent donc pas dégager une tendance fiable. De ce fait et compte tenu du manque de moyens, l'impact de la législation sur le saturnisme n'a pu être vérifié.

35. Dans votre pays, des mesures ont-elles été prises pour réduire/éliminer les prélèvements illégaux ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.1.6)

☒ Oui

Que pensez-vous de l'efficacité des mesures ?

☒ Elevée

Fournissez des détails

> Un examen est obligatoire pour la première obtention du permis de chasse. Il comprend une session sur l'identification des espèces chassables. L'ONCFS emploie environ 1 120 agents chargés de la Police de la chasse. Des brochures d'informations sont éditées et diffusées afin de sensibiliser les chasseurs au respect de la loi concernant les espèces protégées.

Par ailleurs, la France (MTES) est membre du MIKT (Groupe de travail intergouvernemental sur l'abattage, la capture et le commerce illicites des oiseaux migrateurs en Méditerranée). Elle a participé à la première réunion du MIKT au Caire, en Égypte en juillet 2016, et la seconde (réunion conjointe MIKT/réseau de points focaux spéciaux de la Convention de Berne sur l'éradication du piégeage, du piégeage et du commerce illégal des oiseaux sauvages) à Sliema (Malte), en juin 2017. Ces réunions ont conçu un «tableau de bord pour évaluer les progrès dans la lutte contre le massacre, la capture et le commerce illégaux d'oiseaux sauvages». Il s'agit d'un outil commun d'analyse comparative pour suivre les progrès des pays dans l'éradication du braconnage des oiseaux migrateurs (IKB). Ce «tableau de bord» vise également à fournir aux pays un outil permettant d'identifier les déficiences nationales et de promouvoir éventuellement des actions concertées pour y remédier. Le tableau de bord a été adopté par la CMS COP12, Manille, Philippines, 23-28 octobre 2017. La première évaluation de l'IKB avec le tableau de bord sera réalisée en 2018.

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> Il est évident que des efforts restent à faire, notamment en cas de restriction des effectifs des agents de l'ONCFS chargés de la police de la chasse.

36. Les codes et les normes des meilleures pratiques juridiquement contraignantes pour la chasse (par ex. l'identification des oiseaux) sont-ils considérés comme une priorité ou comme appropriés pour votre pays ? (Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA, Objectif 2, Cible 2.4)

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Ce point n'est pas considéré comme une priorité en France. Par ailleurs, l'examen du permis de chasser comprend des questions sur l'identification des espèces.

37. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA sur le prélèvement durable des oiseaux migrateurs ?

Attention: Avant de cliquer sur le lien hypertexte ci-dessus, veuillez appuyer et garder le **bouton Ctrl** sur votre clavier afin d'ouvrir le lien dans un nouvel onglet.

☒ Non

Expliquez-en les raisons. Quelles sont les directives suivies à la place ?

> La France (ONCFS) participe aux travaux du "Waterbird Harvest Specialist Group" de Wetlands International réactivé en 2015. Des plans de gestion adaptatifs seront développés en 2018 pour l'oie cendrée et par la suite pour d'autres espèces chassables conformément au paragraphe 2.1.1 du plan d'action de l'Annexe 3 de l'Accord.

5.2. Autres activités humaines

38. Des restrictions sur l'utilisation des plombs de pêche ont-elles été introduites dans votre pays ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.3.12) Lorsque vous répondez à cette question, veuillez également examiner la question 5.6 du chapitre 6 - Recherche et surveillance

continue.

☒ Non

S'il y a lieu, veuillez donner des précisions.

> Cette restriction n'est pas encore introduite. Conformément à la résolution UNEP/CMS 11.15 (« Prévenir l'empoisonnement des oiseaux migrateurs ») adoptée en novembre 2014 lors de la CoP11 de la CMS (Quito, Equateur) a été revue en octobre 2017 à l'occasion de la CoP12 (Manille, Philippines). Le travail avec les représentants des pêcheurs amateurs et professionnels et des fabricants d'articles de pêche pour envisager la suppression des plombs de pêche va être poursuivi. Par ailleurs, la France a obtenu à Manille l'ajout d'un représentant d'une organisation internationale de pêche à la ligne dans le groupe de travail sur la prévention de l'empoisonnement des oiseaux lors de la négociation de la révision de la résolution 11.15 de la CMS.

39. Y a-t-il dans votre pays une législation prévoyant l'Évaluation environnementale stratégique/ l'Évaluation des Impacts environnementaux (EES/EIE) des activités influant de façon potentiellement défavorable sur les habitats naturels ou la vie sauvage ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.3.1)

☒ Oui et elle est appliquée

Cette législation s'applique-t-elle à l'ensemble du pays ou seulement à certains états / provinces ?

☒ Pays entier

Veuillez donner des précisions

> L'obligation de réaliser une étude d'impact environnemental résulte des articles L. 122-1 à L. 122-3 et R. 122-1 à R. 122-16 du code de l'environnement. En application de l'article R. 122-11 du code de l'environnement, un fichier national est alimenté par des données sur les études d'impact saisies par chaque préfecture de département depuis le 20 septembre 2006.

Les travaux et projets d'aménagement qui sont entrepris par une collectivité publique ou qui nécessitent une autorisation ou une décision d'approbation, ainsi que les documents d'urbanisme, doivent respecter les préoccupations environnementales. Les études préalables à la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages qui, par l'importance de leurs dimensions ou leurs incidences sur le milieu naturel, peuvent porter atteinte à ce dernier, doivent comporter une EIE permettant d'en apprécier les conséquences. Cette étude d'impact est transmise pour avis à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement par l'autorité chargée d'autoriser ou d'approuver ces aménagements ou ces ouvrages. (art. L122-1)

Les plans, schémas, programmes et autres documents de planification figurant sur une liste établie par décret en Conseil d'Etat qui, sans autoriser par eux-mêmes la réalisation de travaux ou prescrire des projets d'aménagement, sont applicables à la réalisation de tels travaux ou projets doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale. (art. L122-4).

Les articles R122-4 à R 122-9 fixent la liste des activités auxquelles la procédure de l'étude d'impact est applicable ou non.

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

[Code de l'Environnement : Etudes d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements](#)

Les procédures d'EES/EIE tiennent-elles compte des oiseaux d'eau et des habitats dont ils dépendent ?

☒ Oui

Fournissez des détails

> En France les études d'impact sont obligatoires pour les projets susceptibles de porter atteinte à l'environnement depuis 1976. Les impacts sur la biodiversité en général et les oiseaux en particulier doivent être pris en compte lors de ces études..

Les procédures d'EES/EIE incluent-elles la participation du public ?

☒ Oui

Fournissez des détails

> Les articles L121-8 à 15 et R 122-11 à 16 du code de l'environnement réglementent l'organisation du débat public en matière d'EIE.

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> Le contenu de l'étude d'impact a été modifié récemment par l'Ordonnance n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

[Ordonnance n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes](#)

40. Au cours des trois dernières années, votre pays a-t-il utilisé les EES/EIE pour tous les projets pertinents, notamment les projets du secteur de l'énergie tels que les développements de l'énergie renouvelable et les installations de lignes électriques, afin d'évaluer l'impact des projets proposés sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 et/ou des habitats/dont ils dépendent? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.3.1, Résolution 5.11 et Résolution 5.16)

☒ Oui, pour tous les projets proposés

Fournissez des informations sur les cas les plus notables

> Exemple: Le développement d'un parc éolien sur la commune de Rion-des-Landes, dans une zone chevauchant un site désigné pour la conservation de la Grue cendrée, en tant que site de halte a fait l'objet d'une étude d'impact. L'autorité environnementale a demandé au prestataire une 2ème étude d'impact couvrant l'hiver. Cette étude a été jugée satisfaisante par la DREAL qui estime qu'il n'y aura pas besoin de demander une dérogation. Toutefois ce projet qui fait l'objet d'un pré IRP de l'AEWA, a reçu un avis défavorable de la préfecture pour des raisons militaires (armé de terre - zone VOLTAC 21 bis). Une procédure de recours contre la décision de la préfecture est en cours au Tribunal Administratif (TA). Le dossier est bloqué en attente du résultat du TA.

Lorsqu'un EES/EIE a identifié la probabilité d'impacts néfastes importants sur les oiseaux d'eau migrateurs, des mesures ont-elles été prises afin d'empêcher ces impacts, consistant notamment à éviter les aires protégées et les autres sites importants pour les oiseaux d'eau migrateurs?

☒ Oui

Veillez décrire les mesures mises en place.

> Si aucune mesure satisfaisante d'atténuation n'est envisageable, la compensation est prévue par la loi. Les mesures compensatoires ont pour objet d'apporter une contrepartie aux effets négatifs notables, directs ou indirects, du projet qui n'ont pu être évités ou suffisamment réduits. Elles sont mises en œuvre en priorité sur le site endommagé ou à proximité de celui-ci afin de garantir sa fonctionnalité de manière pérenne. Elles doivent permettre de conserver globalement et, si possible, d'améliorer la qualité environnementale des milieux.

41. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA sur la façon d'éviter, de minimiser ou d'atténuer l'impact du développement d'infrastructure et les perturbations afférentes sur les oiseaux ?

Attention: Avant de cliquer sur le lien hypertexte ci-dessus, veuillez appuyer et garder le **bouton Ctrl** sur votre clavier afin d'ouvrir le lien dans un nouvel onglet.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons. Quelle autre orientation a été utilisée à la place ?

> Directives de l'Union Européenne antérieures à l'AEWA

42. Veuillez communiquer des informations sur la mise en oeuvre de la Résolution 5.11 sur les lignes électriques et les oiseaux d'eau migrateurs.

42.1. Est-ce que les parties prenantes concernées, notamment les agences gouvernementales, les organismes scientifiques, les organisations non gouvernementales et le secteur de l'énergie sont régulièrement consultés afin de surveiller conjointement les impacts des lignes électriques sur les oiseaux d'eau et de convenir d'une politique d'action commune ?

☒ Oui

Veillez donner des précisions.

> La France a mis en place en 2004 un organe de pilotage original uniquement consacré à cette problématique : le Comité National Avifaune (CNA). Ce comité regroupe deux grandes associations de protection de la nature: LPO (BirdLife France) et France Nature Environnement (FNE) et les principaux gestionnaires de réseaux électriques en France : RTE et ENEDIS. Ce comité auquel participe le Ministère en charge de l'Environnement (MTES) depuis 2013, a pour objectif de discuter et de mettre en place des actions visant à réduire les impacts des lignes électriques sur les oiseaux.

Le CNA se réunit quatre fois par an et permet d'aborder les points suivants :

- retour d'expériences des initiatives en région ;
- partage des bonnes pratiques ;
- analyse des difficultés rencontrées sur le terrain ;
- mobilisation des acteurs locaux.

Le CNA diffuse deux bulletins : « Oiseaux et Lignes Electriques » - bulletin thématique sur des problématiques espèces ou techniques, et « Oiseaux et Lignes Electriques - Actualités » - axé sur les événements locaux. Il

organise également des colloques sur le thème des Oiseaux et des Lignes Electriques, le dernier s'étant tenu à Paris en 2014 pour les 10 ans du CNA.

Le lien entre les partenaires a été consolidé en 2011 grâce à la création d'un poste de médiateur environnemental, chargé de faciliter le dialogue entre les associations et les opérateurs de réseaux électriques et de prévenir les difficultés dans le cadre d'un mécénat de compétences de la part des opérateurs RTE et ENEDIS. Un ingénieur d'ENEDIS, hébergé dans des locaux de la LPO, a ainsi été détaché auprès de la Mission Rapaces de la LPO pour une durée de trois ans (2011-2014), renouvelée en 2015 pour les trois années 2015-2018.

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

Comité National Avifaune

42.2. Une valeur de référence de la répartition, des tailles des populations, des migrations et des mouvements des oiseaux d'eau (notamment les déplacements entre les aires de reproduction, de repos et d'alimentation) a-t-elle été définie aussi tôt que possible dans la planification de tout projet de lignes électriques, sur une période d'au moins cinq ans, et ceci en mettant tout particulièrement l'accent sur les espèces connues pour être souvent victimes d'électrocution ou de collision?

☒ Partiellement

Veuillez préciser.

> RTE et ENEDIS collaborent avec les associations de protection de l'environnement depuis le milieu des années 90. Exemples de collaborations en cours :

- protection de la Cigogne blanche dans l'ouest et l'est de la France en lien avec la LPO. Cette collaboration se traduit par l'installation de plates-formes de nidification à proximité des lignes ou de nacelle dans le pylône lui-même, par l'installation d'anémomètres pour empêcher les cigognes de faire leur nid ou de se poser sur certaines zones des pylônes et par la mise en place d'opérations de baguage de cigogneaux nés dans des nids installés sur des pylônes RTE..

- coordination régionale LPO Pays de Loire et ENEDIS-Pays de Loire en vue d'associer leurs compétences pour une meilleure prise en compte de l'avifaune de la région. La coordination conseille ainsi le distributeur ENEDIS dans la hiérarchisation de la dangerosité du réseau, permettant d'évaluer les risques d'électrocution et de percussion pour les oiseaux. En 2010/2011, une opération test s'est ainsi déroulée sur le secteur du marais Breton vendéen, visant à prioriser/cartographier les zones de lignes électriques basse et moyenne tension à risques pour l'avifaune.

- en 2015, une convention a été signée entre RTE et la SEPANSO (Fédération des Sociétés pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-ouest). Cette convention, qui a pour périmètre la réserve naturelle des marais de Bruges (traversée par 2 lignes RTE), permettra entre autre d'avoir un retour d'expérience sur l'efficacité du balisage avifaune et des balises avisphères nouvelle génération.

Veuillez en expliquer les raisons. Quels sont les contraintes empêchant la mise en oeuvre de cette activité ?

> Manque de moyens humains et financiers. En cours sous la houlette du Comité National Avifaune (CNA). Ce comité regroupe deux grandes associations de protection de la nature : la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) et France Nature Environnement (FNE) et les principaux gestionnaires de réseaux électriques en France : Réseau Transport Electrique (RTE) et Electricité Réseau Distribution France (ERDF).

42.3 Si de telles études (celles évoquées dans la question ci-dessus) identifient des dangers, est-ce que tout est mis en oeuvre pour assurer que ceux-ci soient évités ?

☒ Oui

Veuillez donner des précisions.

> C'est un des mandats du CNA.

42.4. L'emplacement, le trajet et la direction des nouvelles lignes électriques ont-ils été conçus sur la base de cartes nationales d'occupation des sols?

☒ Partiellement

Veuillez préciser.

> Partiellement sous le contrôle du CNA

De plus la France met en place un outil d'aménagement du territoire (Trame verte et bleue) qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales, de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer.

42.5. A-t-on évité, dans la mesure du possible, la construction de ces lignes le long des principales voies de migration et dans des habitats essentiels pour la conservation*, lorsqu'il est probable que celle-ci aura des effets significatifs sur les oiseaux d'eau ?

* tels que les Aires spéciales de protection de la Directive Oiseaux de l'UE, les zones importantes pour la conservation de oiseaux (ZICO), les aires protégées, les sites Ramsar, le Réseau de sites d'Asie Occidentale/Centrale pour la Grue de Sibérie et d'autres oiseaux d'eau, et autres sites essentiels définis par l'Outil réseau de sites critiques (CSN) pour la région d'Afrique-Eurasie.

☒ Partiellement

Veuillez préciser.

> RTE et ENEDIS travaillent en lien avec les associations de protection de l'environnement depuis le milieu des années 90. Ces travaux se traduisent par la réalisation d'études permettant d'identifier de zones à enjeux pour les espèces menacées.

42.6. Des modèles plus sûrs pour les oiseaux sont-ils utilisés dans votre pays lors de la construction de nouvelles infrastructures électriques, y compris des mesures conçues pour réduire l'électrocution et les collisions ?

☒ Oui

Veuillez donner des précisions.

> Dès 1979, EDF a intégré des mesures favorisant la protection de l'avifaune, et ce bien avant la parution des premiers inventaires des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO).

Équipement des lignes aériennes

Deux dispositifs complémentaires ont été développés et sont installés depuis le début des années 80 afin de limiter le risque de collision des oiseaux avec les lignes électriques :

☐ l'avertissement visuel : des spirales avifaune colorées, disposées sur le tronçon d'ouvrage rendent les câbles plus visibles, ce qui permet aux oiseaux de les éviter. Des balises blanches et rouges sont donc posées en alternance sur les câbles (rouges pour les oiseaux à activité diurne, blanches pour les oiseaux à activité crépusculaire). Ces spirales, par le léger sifflement qu'elles émettent lorsque le vent souffle, agissent de plus comme un avertisseur sonore perceptible par l'ouïe fine de certains oiseaux. Cette technique a démontré son efficacité : elle permet de diminuer de 65 à 95 % le nombre de collisions. Environ 4300 kilomètres sont balisés avec des dispositifs améliorant la visibilité des ouvrages pour les oiseaux (balises avifaune, balises aéronautiques, balises lumineuses et contrepoids) à la fin 2015. C'est donc un peu plus de 5 % du réseau qui est balisé et donc plus visible pour les oiseaux.

☐ la pose de protections isolantes afin de désensibiliser les lignes.

☐ l'effarouchement visuel : Des effigies de rapace, mises en place en haut des pylônes de manière à effrayer certaines espèces d'oiseaux migrateurs : à la vue du prédateur, les oiseaux augmentent leur hauteur de vol ou s'éloignent de la ligne.

Des tiges empêchant les oiseaux de se poser sur les supports ou les interrupteurs aériens sont également mises en place.

Un groupe de travail « nouvelle balise RTE », constitué de RTE, TE Connectivity et LPO, a été mis en place pour le développement de nouvelles balises avifaune qui d'une part respectent les contraintes techniques de RTE, et d'autre part soient efficaces vis-à-vis de l'avifaune. En effet, certains tronçons de lignes électriques de transport, identifiés comme à risque pour l'avifaune, ne peuvent pas être équipés de balises avifaune classiques : spirales blanches et rouges. Il s'agit des tronçons en zones de givre fort et neige collante, et des tronçons très haute tension (THT) sans câbles de garde. L'efficacité de la balise a été testée ; la balise est aujourd'hui opérationnelle. 4 km de lignes RTE sont aujourd'hui équipés de ce type de balises.

Remplacement des lignes aériennes par des lignes enterrées

dans les zones d'intérêt particulier pour les oiseaux

ENEDIS s'engage à enfouir chaque année plus de 90% des nouvelles lignes moyenne tension et à réaliser en souterrain ou en technique discrète au moins 65% des nouvelles lignes basse tension. Ainsi, en 2015 : (i) 98 % des nouvelles lignes haute tension (HTA - 20 000 V) ont été enfouies ; (ii) 82 % des nouvelles lignes basse tension (240 et 400 V) ont été enfouies ou dissimulées. Par ailleurs, ENEDIS accompagne les collectivités locales, qui souhaitent dissimuler les ouvrages de distribution sur leur territoire.

RTE, dans le cadre de son contrat de service public avec l'Etat, a pris des engagements importants pour la mise en souterrain des lignes nouvelles. 97% des nouvelles lignes 90 000 V et 63 000 V mises en service entre 2013 et 2015 sont souterraines. En 2018, la longueur des circuits souterrains de RTE représentent 5 457 km. RTE va ainsi bien au-delà des engagements pris dans son contrat de service public avec l'Etat, qui l'engage à enfouir au moins 30 % des circuits à haute tension à créer ou à renouveler. La politique de RTE consiste à « déposer » des lignes aériennes existantes sur une longueur équivalente à celle des ouvrages aériens nouveaux et reconstruits de façon à ce que, dans sa longueur totale, le réseau aérien n'augmente plus, voire diminue. Entre 2001 et 2010, celui-ci a été réduit de 1 000 km.

42.7. Les sections de lignes électriques existantes à l'origine d'un taux relativement élevé de blessures et/ou de mortalité des oiseaux d'eau dû à l'électrocution et/ou aux collisions ont-elles été identifiées ?

☒ Partiellement

Veuillez préciser.

> RTE et ENEDIS travaillent en lien avec les associations de protection de l'environnement depuis le milieu des

années 90. Ces travaux se traduisent par la réalisation d'études permettant d'identifier de nouvelles zones à enjeux pour les espèces menacées.

Pour le réseau existant, RTE a procédé à un recensement systématique des lignes qui peuvent être à l'origine d'accidents d'oiseaux par percussion avec les câbles dans les années 90 avec la participation d'une centaine d'ornithologues et d'une trentaine d'associations ornithologiques.

Depuis, RTE ne cesse de renforcer son engagement dans ce domaine notamment via le financement et le suivi d'une thèse soutenue en 2016, en partenariat avec le MNHN afin de quantifier la mortalité de l'avifaune par collision avec les lignes (dans la mesure où les données à l'époque n'étaient pas statistiquement robustes). Il s'agissait ainsi d'identifier avec davantage d'efficacité les moyens de réduire les impacts du réseau sur l'avifaune. (cf Etude de la mortalité avifaune par collision de l'ensemble des lignes électriques HT et THT en France par Leyli Borner)

ENEDIS procède à une cartographie des ouvrages dangereux pour les espèces menacées, en partenariat avec des associations de protection de la nature et poursuit la démarche de résorption des points noirs avec une attention toute particulière dans les zones sensibles, telles que les zones d'importance pour la conservation des oiseaux, les zones naturelles d'intérêts écologiques floristiques et fauniques, les zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager, les sites inscrits au titre de la loi du 2 mai 1930 ainsi que les parcs naturels régionaux et les zones périphériques des parcs nationaux.

42.8. Là où les sections de lignes électriques existantes à l'origine d'un taux relativement élevé de blessures et/ou de mortalité des oiseaux d'eau dû à l'électrocution et/ou aux collisions ont été identifiées, ont-elles été modifiées en priorité ?

☒ Partiellement

Veuillez préciser.

> Grâce à l'inventaire mentionné en 42.7, RTE a développé un programme de neutralisation des tronçons identifiés comme dangereux pour l'avifaune par les experts ornithologues (appelés Point Sensible Avifaune). A la fin 2015, 354 Points Sensibles Avifaune (sur 728 identifiés) avaient été traités, représentant plus de 2 186 km de liaisons aériennes équipées de balises avifaune pour un budget total de 20 M€. Si l'on considère les PSA

de classe 1 (les plus risqués pour les oiseaux), 214 sur 289 ont été traités soit 74% du gisement.

RTE a lancé en septembre 2015 un diagnostic de sa politique de protection des oiseaux afin d'en évaluer l'efficacité et d'identifier des axes de progrès.

On remarque que le balisage des lignes du réseau de transport a bien été priorisé dans les zones à enjeux (ex :17% des lignes situées en ZPS et 25% de celles situées en Réserves naturelles ont été balisées. Contre une moyenne générale de 5%)

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

<http://rapaces.lpo.fr/sites/default/files/cna-oiseaux-et-lignes-lectriques/3102/oetle-28-rev6.pdf> - Le diagnostic de la politique de protection de l'avifaune de RTE

42.9. L'impact des lignes électriques sur les populations d'oiseaux d'eau au niveau national fait-il l'objet d'une surveillance et d'une évaluation régulière ?

☒ Partielle

Veuillez préciser.

> Pas sur les oiseaux d'eau en particulier mais sur les oiseaux en général.

La thèse de Leyli Borner "Etude de la mortalité de l'avifaune par collision sur l'ensemble des lignes électriques HT et THT en France" (MNHN-RTE) réalisée entre 2012 et 2015 (soutenue en mars 2016) a permis d'affiner les travaux d'évaluation des impacts déjà entrepris par ENEDIS et RTE durant les années précédentes et apporte des éléments nouveaux qui ont permis le développement de la nouvelle politique avifaune validée par la direction de RTE en décembre 2016.

42.10. L'efficacité des mesures d'atténuation mises en place afin de réduire l'impact de ces lignes sur les populations d'oiseaux au niveau national fait-il l'objet d'une surveillance et d'une évaluation régulière ?

☒ Oui

42.11. Les mesures contenues dans la Résolution 5.11. ont-elles été incluses dans les Stratégies nationales pour la biodiversité et les Plans d'action de votre pays, ainsi que dans la législation s'y rapportant ?

☒ Oui

Veuillez donner des précisions.

> Elles y figuraient déjà en partie.

43. Votre pays a-t-il utilisé les lignes directrices sur la façon d'éviter ou d'atténuer l'impact des lignes électriques sur les oiseaux migrateurs dans la région Afrique-Eurasie ?

☒ Oui

Veuillez donner des précisions.

› En partie car le travail avait commencé avant la publication de ces lignes directrices.

44. Veuillez communiquer des informations sur la mise en oeuvre de la Résolution 5.16 sur l'énergie renouvelable et les oiseaux d'eau migrateurs.

44.1. Une cartographie nationale a-t-elle été réalisée dans votre pays montrant les zones sensibles et les zonages environnementaux afin d'éviter que les développements de l'énergie renouvelable recouvrent des zones importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs ?

☒ Oui

Veuillez donner des précisions.

› Chaque région a défini un Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE). Elaboré conjointement par l'Etat et la Région, sa vocation est de définir les grandes orientations et objectifs régionaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, maîtrise de la demande d'énergie, développement des énergies renouvelables, qualité de l'air et adaptation au changement climatique. Annexé au SRCAE, le schéma régional éolien (SRE) identifie les parties du territoire favorables au développement de l'énergie éolienne compte tenu du potentiel éolien, des espaces naturels et de la protection de la biodiversité (dont oiseaux), du patrimoine naturel et culturel, des ensembles paysagers, des contraintes techniques et des orientations régionales.

44.2. Des lignes directrices, recommandations et normes environnementales internationales ont-ils été suivies dans votre pays pour évaluer l'impact des projets d'énergie renouvelable et l'utilisation des sources d'énergie renouvelable ?

☒ Oui

Veuillez décrire quelles lignes directrices, recommandations ou critères ont été suivis.

› Le Ministère en charge de l'environnement a élaboré les lignes directrices suivantes (voir lien) :

- Guide relatif à l'élaboration des études d'impacts des projets de parcs éoliens terrestres ;
- Guide de l'étude d'impact sur l'environnement des parcs éoliens
- Guide sur l'application de la réglementation relative aux espèces protégées pour les parcs éoliens terrestres
- Évaluation environnementale : la phase d'évitement de la séquence éviter, réduire, compenser

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

[Guides sur les projets éoliens](#)

44.3. Un suivi après construction a-t-il été entrepris dans votre pays pour les installations d'énergie renouvelable et des infrastructures qui y sont associées ?

☒ Oui

Veuillez partager les informations issues du suivi après construction.

› Le suivi des parcs éoliens après construction est prévu dans des termes identiques par l'article 12 de l'arrêté ICPE du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et par le point 3.7 de l'annexe I de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à déclaration au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement:

« Au moins une fois au cours des trois premières années de fonctionnement de l'installation puis une fois tous les dix ans, l'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.

Lorsqu'un protocole de suivi environnemental est reconnu par le ministre chargé des installations classées, le suivi mis en place par l'exploitant est conforme à ce protocole.

Ce suivi est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. »

Le document intitulé : "Protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres" élaboré par le Ministère en charge de l'Environnement revu en mars 2018 est disponible en ligne ; il prend en compte les oiseaux (voir PJ)

Vous avez joint les documents suivants à cette réponse.

[Protocole de suivi revision 2018.pdf](#) - Protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

[Etude LPO sur les impacts sur l'avifaune du parc éolien français](#)

Les effets néfastes sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats ont-ils été identifiés ?

☒ Oui

Des mesures d'atténuation sont-elles mises en oeuvre ?

☒ Oui

Veillez fournir des détails sur les mesures mises en oeuvre.

› Ces mesures sont prévues dans l'étude d'impact préalable et reprises dans l'avis de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement nécessaires à l'autorisation de construction d'un parc éolien (voir exemple en PJ).

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

Avis autorité compétente

Veillez partager les informations issues des mesures d'atténuation.

› Analyse non encore réalisée.

44.4. Lorsque des dommages n'ont pu être ni évités ni atténués, une compensation des dommages à la biodiversité a-t-elle été accordée ?

☒ Oui

Veillez donner des précisions.

› La compensation est prévue par la loi. L'Article L110-1, II, 2° du Code de l'Environnement, modifiée par la Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, établit: " Le principe d'action préventive et de correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement, en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable. Ce principe implique d'éviter les atteintes à la biodiversité et aux services qu'elle fournit ; à défaut, d'en réduire la portée ; enfin, en dernier lieu, de compenser les atteintes qui n'ont pu être évitées ni réduites, en tenant compte des espèces, des habitats naturels et des fonctions écologiques affectées" (Voir lien). Les mesures compensatoires sont mises en œuvre en priorité sur le site endommagé ou à proximité de celui-ci afin de garantir sa fonctionnalité de manière pérenne. Elles doivent permettre de conserver globalement et, si possible, d'améliorer la qualité environnementale des milieux.

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

Article L110-1

44.5. Veuillez indiquer lesquelles des mesures suivantes ont été mises en place afin de réduire les effets néfastes des parcs éoliens terrestres et marins sur les oiseaux d'eau migrateurs :

44.5. Veuillez indiquer lesquelles des mesures suivantes ont été mises en place afin de réduire les effets néfastes des parcs éoliens terrestres et marins sur les oiseaux d'eau migrateurs :

Fonctionnement des parcs éoliens de manière à réduire au minimum la mortalité des oiseaux, par exemple en introduisant des arrêts temporaires au plus fort des périodes de migration et en réduisant l'éclairage des parcs éoliens.

☒ Oui

Veillez fournir des détails

› Le cas échéant selon le parc. Le parc éolien de Source-Meuse dans la Haute Marne par exemple a prévu la mise en place d'un système de régulation avec radar permettant d'arrêter les machines à l'approche d'oiseaux (comme le milan royal mais aussi certains oiseaux d'eau migrateurs comme la Grue cendrée).

Démantèlement des éoliennes dans les installations existantes lorsque la mortalité des oiseaux d'eau a une incidence sur le statut des populations d'une espèce et que les autres mesures d'atténuation se sont révélées insuffisantes.

☒ Sans objet

Veillez-en expliquer les raisons

› Le cas ne s'est pas présenté

Concentration des efforts de recherche axés sur la suppression des effets négatifs des parcs éoliens sur les oiseaux d'eau, tels les efforts portant sur la cartographie des principaux corridors et carrefours de migration pour les oiseaux d'eau et permettant également d'optimiser la disposition des parcs éoliens.

☒ Oui

Veillez fournir des détails

› Le cas échéant selon le parc (exemple : étude d'impact pour le projet de Rion des Landes)

44.6. Des mesures spécifiques ont-elles été prises pour évaluer, identifier et réduire les impacts potentiels négatifs de la production de biocarburants sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats ?

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons. Quels sont les contraintes empêchant la mise en oeuvre de cette activité ?

> En France, la production de "biocarburants" est pour l'instant limitée (le terme d'agrocarburants semblerait plus approprié pour cette question). Les cultures utilisées pour la production de bioéthanol destiné à un usage carburant représentent moins de 5% de la production agricole française globale de céréales et de plantes sucrières.

44.7. Les mesures contenues dans la Résolution 5.11. ont-elles été incluses dans les Stratégies nationales pour la biodiversité et les Plans d'action de votre pays, ainsi que dans la législation s'y rapportant ?

☒ Oui

Veillez donner des précisions.

> En grande partie. Cf. Travaux du CNA

45. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA - Technologies liées aux énergies renouvelables et espèces migratrices : lignes directrices pour un déploiement durable (Résolution 6.11)?

Attention: Avant de cliquer sur le lien hypertexte ci-dessus, veuillez appuyer et garder le **bouton Ctrl** sur votre clavier afin d'ouvrir le lien dans un nouvel onglet.

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons. Quelle autre orientation a été utilisée à la place ?

> La France a développé ses propres lignes directrices, voir 44.2 et 44.3.

46. Dans votre pays, arrive-t-il que des oiseaux d'eau soient pris accidentellement dans des équipements de pêche ? (Résolution 3.8)

☒ Oui

Fournissez des détails

> Cette problématique est bien connue pour les pêcheries de l'Océan austral (captures accessoires d'espèces non AEWA : albatros et pétrels). Dans les océans et mers bordant la France métropolitaine, les connaissances sont moins développées (cf. pièce jointe).

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

[Captures accidentelles d'oiseaux marins en Atlantique Nord Est](#)

47. Votre pays a-t-il pris des dispositions afin d'adopter/appliquer des mesures de réduction des prises accidentelles d'oiseaux marins et de lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) dans la zone de l'Accord ? (Résolution 3.8)

☒ Oui

Décrivez brièvement toutes les actions entreprises

> En dehors de l'aspect, "acquisition de connaissances" décrit plus haut, le projet européen « FAME » (voir liens), mène plusieurs actions sur la façade Atlantique pour améliorer les connaissances à ce sujet. En tant qu'Etat membre de l'UE, la France applique le Plan d'action de l'Union Européenne visant à minimiser, et quand c'est possible éliminer, les prises accidentelles d'oiseaux marins aussi bien dans les eaux européennes que dans celles du reste du monde.

Un projet LIFE est actuellement monté sur le sujet (OMEGA)

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

[Projet FAME - Future of the Atlantic Marine Environment](#)

[Plaquette FRAME France](#)

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> Dans le cadre de la certification MSC et conformément aux exigences de la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR), les pêcheries françaises dans l'Océan Austral ont réalisé d'importants progrès pour réduire le taux de mortalité, en modifiant leurs pratiques de pêche.

De nombreuses mesures ont été mises en place pour réduire les prises accidentelles d'oiseaux, comme :

- l'augmentation du poids des lignes afin qu'elles coulent plus rapidement,
- l'utilisation de lignes blanches qui sont moins visibles pour les oiseaux,
- l'amélioration du design des lignes Tori (banderoles multicolores accrochées verticalement au-dessus de la

palangre) afin de mieux dissuader les oiseaux de plonger pour manger les appâts des hameçons accrochés aux palangres,

- l'utilisation des barrières de protection faites de banderoles suspendues pour éloigner les oiseaux lors de la mise à l'eau des lignes,
- la fermeture de la pêcherie lors de la saison de reproduction des pétrels gris, du 1er février au 15 mars

Pressions subies et réponses

6. Recherche et Surveillance

49. Votre pays a-t-il des programmes de surveillance des oiseaux d'eau pour les espèces couvertes par l'AEWA ? (Plan stratégique 2009-2017, Objectif 3, Cible 3.2)

☒ Oui

Couvrant la période de reproduction

Note: Notamment les sites avant et après la reproduction, tels que les sites de mue situés à proximité des aires de reproduction

☒ Partiellement

Couvrant la période de passage

☒ Partiellement

Couvrant la période hors reproduction/ d'hivernage

☒ Oui, intégralement

Note: Tous les sites hors reproduction/ d'hivernage importants au niveau international et national sont couverts par au moins un comptage annuel détaillé.

50. Votre pays a-t-il aidé techniquement ou financièrement d'autres Parties ou d'autres Etats de l'aire de répartition à concevoir des programmes de surveillance appropriés et à développer leurs capacités afin de recueillir des données fiables sur les populations d'oiseaux d'eau ? (Résolution 5.2)

☒ Oui

Quel(s) pays a/ont bénéficié de cette aide ?

> L'UST - Initiative Africaine a également organisé en octobre 2016 avec le secrétariat de l'AEWA et WI, un atelier (3jours) de gestion des données de DIOE pour les parties africaines anglophones auquel ont participé : Angola, Éthiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Ile Maurice, Nigéria, Rwanda Swaziland, Tanzanie, Ouganda, Zimbabwe et Afrique du Sud.

Dans le cadre du projet RESSOURCE, un représentant de la République Centrafricaine et du Nigéria ont participé avec les autres pays du Bassin du Lac Tchad à un atelier de promotion et de coordination des DIOE dans le BLT à N'Djamena en décembre 2017.

Veuillez donner des précisions.

> programme RESSOURCE également (DIOE-MED devenu ROEM)

51. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA pour l'établissement d'un protocole de surveillance des oiseaux d'eau ?

Attention: Avant de cliquer sur le lien hypertexte ci-dessus, veuillez appuyer et garder le **bouton Ctrl** sur votre clavier afin d'ouvrir le lien dans un nouvel onglet.

☒ Non

52. Des programmes de recherche ont-ils été mis en place dans votre pays au cours des 5 dernières années pour prendre en main les priorités de conservation des oiseaux d'eau en accord avec les stratégies et les plans ? (Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA, Objectif 3, Cible 3.3)

☒ Oui

Veuillez lister ces programmes et indiquer quelles priorités de l'AEWA ils prennent en main.

> Des programmes de baguage/marquage spécifiques auprès du Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN - CRBPO) ayant pour but d'étudier les dynamiques de population dans un souci d'amélioration de la conservation de l'espèce sont également en cours.

quelques exemples : Ecologie de l'oedicnème criard en agro-écosystème céréalier intensif en Pays-de-Loire et Poitou-Charente, Dynamique des populations de canards plongeurs du genre Fuligula, Démographie de la Mouette tridactyle en Mer d'Iroise, Etude de la distribution, de la nidification, de la migration et de l'hivernage de la population française de Cigogne noire, Dynamique de population du Cormoran huppé sur le littoral Atlantique français, Etude à long terme de la population nicheuse de Spatule blanche et de Goéland railleur en Méditerranée, Etude des laridés nicheurs - Goéland marin et Goéland brun dans le Morbihan, Loire-Atlantique et Vendée, Etude des connections entre zones de reproduction et d'hivernage Européennes pour l'Oie cendrée, Hivernage et migration du bécasseau violet sur la Réserve Naturelle d'Iroise (Finistère, Bretagne), La reproduction du Goéland d'Audouin en Corse, Dynamique des populations du Gravelot à Collier

53. Liste (ou liens vers listes) des recherches effectuées sur les oiseaux d'eau et leur conservation, ou résultats publiés au cours de ces trois dernières années (Plan stratégique, Objectif 3, Cible 3.5)

> CNRS. Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive (CEFE) :

- FRANCESIAZ Charlotte, 2016. Sélection d'habitat et dynamique spatio-temporelle des colonies chez deux espèces de laridés, la mouette rieuse et le goéland railleur. Thèse TDV, Université de Montpellier, CEFE.

- AMELINEAU Françoise, 2016. Sensibilité d'un oiseau marin arctique aux changements environnementaux. Thèse de doctorat sur le Mergule nain (Alle alle), Université de Montpellier/CEFE

- COMPTOUR Marion, 2017. Entre pêche, agriculture, et commerce, jouer avec la variabilité écologique et sociale : Dynamique d'un système social-écologique dans les plaines inondables du fleuve Congo. Thèse de Doctorat, CNRS-CEFE

- CHARMENTIER Anne, Evolution et génétique quantitative dans les populations naturelles ; sénescence ; sélection sexuelle (Cygne tuberculé entre autres).

Programmes de recherches du CRBPO (MNH) sur la migration et la dispersion des oiseaux (PHENO, SEJOUR, GIBIER, VOIE, programmes personnels... cf réponse précédente)

CNRS Centre d'études biologiques de Chizé:

- BLEVIN Pierre, 2017. Polluants organiques émergents en Arctique : effets des composés perfluorés sur les oiseaux marins. Thèse de Doctorat, Université de La Rochelle

- Programme CORMOR. L'objectif est de mieux comprendre le fonctionnement de l'écosystème côtier par l'étude approfondie de la biologie et de l'écologie du cormoran huppé. A ce programme de recherche sont adjointes des actions de sensibilisation, d'éducation à l'environnement et de science.

- Plan Régional d'Actions 2014-2016 pour le gravelot à collier interrompu en Bretagne porté par Bretagne Vivante. Recensements régionaux, suivis de la reproduction et du fonctionnement de la population (baguage coloré), protection des sites de nidification et sensibilisation des usagers du littoral

Programmes Tour du Valat (TdV):

- Analyses démographiques de populations et métapopulations par des études de capture-marquage-recapture et de génétique des populations, notamment flamant rose, goéland railleur, ibis falcinelle, spatule blanche.

- Gestion adaptative des étangs et marais des salins de Camargue (avec pour objectif notamment, le maintien ou l'augmentation de la capacité d'accueil des oiseaux d'eau coloniaux)

- Suivis à long terme des oiseaux en Camargue (Glaréole à collier, hérons et oiseaux d'eau hivernants : Grue cendrée, Grand cormoran, anatidés ou laro-limicoles). Cet axe a la responsabilité de maintenir ces suivis en place depuis plusieurs dizaines d'années.

- État de conservation et tendances de la Biodiversité des zones humides méditerranéennes

- Modélisation de la propagation des virus de grippe aviaires dans les milieux aquatiques au travers de données sur les suivis de canards hivernants en Camargue.

Projet Life+ ENVOLL(2013-2018) dont l'objectif est de créer un réseau de sites de reproduction sur le pourtour méditerranéen français pour la protection des larolimicoles coloniaux (9 espèces).

Projet DyCIT. Dynamique et conservation de l'Île Tromelin qui a pour objectif de comprendre les processus démographiques et écologiques qui résultent d'une dynamique de restauration entreprise en 2005 (visant à éradiquer les rats surmulots et les souris introduits par l'homme pour préserver les colonies d'oiseaux marins ; sterne fuligineuse, noddi brun et fou masqué entre autres). Administration des TAAF, Université de la Réunion et CEB de Chizé (CNRS).

Observatoire « Littoral, Limicoles et Macrofaune benthique » : Depuis 2000, ce dispositif de surveillance continue des oiseaux limicoles côtiers est aujourd'hui mis en œuvre sur plus d'une trentaine de localités littorales en complémentarité des comptages nationaux et internationaux conduits à la mi-janvier (WI). En lien avec ce dispositif de suivi, un protocole de surveillance des habitats sédimentaires estuariens est testé depuis 2007 sur dix localités du littoral Manche-Atlantique.

Programmes de l'ONCFS :

- Dynamique des populations de Bécasse et bécassines, Sarcelle d'hiver, fuligule milouin et morillon (CMR)

- Suivi des limicoles et oiseaux d'eau protégé

L'ONCFS a apporté son soutien aux dénombrements internationaux des oiseaux d'eau au Sahel et en Egypte au cours des hivers 2016/17 et 2017/18 dans le cadre du projet RESSOURCE avec l'appui de l'UST Tour du Valat/ONCFS pour la gestion des données et la constitution d'un SIG.

Evaluation française des milieux humides et aquatiques continentaux et de leurs services écosystémiques publié par l'EFSE en mars 2018. <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Th%C3%A9ma%20-%20Les%20milieux%20humides%20et%20aquatiques%20continentaux.pdf>

Programme de l'OMPO: Etude des migrations des populations d'anatidés paléarctiques en Afrique-Eurasie débuté fin 2010.

Programmes de recherche de l'institut Scientifique Nord Est Atlantique (ISNEA) (suivi par balises GPS d'anatidés notamment)

Liste des thèses en cours ou récemment réalisées en France sur les oiseaux d'eau et leurs habitats:

ASSALI Camille, 2017. Contribution des radars embarqués à l'étude des stratégies collectives de recherche

alimentaire chez les oiseaux marins. Thèse de Doctorat, Université de Montpellier

PHILLIPPE Anne, 2016. Interactions between shorebirds and benthic macrofauna : making small things bigger. Thèse de Doctorat, Université de La Rochelle

ROJAS Emilio, 2015. Déterminants proximaux et contexte évolutif de la dispersion chez deux espèces d'oiseaux, la Cigogne blanche (*Ciconia ciconia*) et le Cincle plongeur (*Cinclus cinclus*). Thèse de Doctorat, Université de Strasbourg

DUPRAZ Marlène, 2016. Convergence dans l'évolution de la spécialisation d'hôte chez des tiques : modèle tiques-oiseaux de mer à distribution mondiale. Thèse de doctorat, Université de Montpellier.

GERARD Agathe, 2015. Naïveté, nouveauté et indigénisation : vers une meilleure compréhension de l'impact des espèces animales invasives sur les faunes natives. Thèse de Doctorat, Université d'Aix-Marseille.

FARAU Sébastien, 2015. Les savoirs écologiques des chasseurs de gibier d'eau girondins : étude de leur validité pour une gestion de l'avifaune des zones humides. Thèse de Doctorat, Université de Pau

PIOCH Sylvain, 2017. Vers une nouvelle gouvernance côtière entre aménagement et environnement ? La compensation des impacts de l'homme sur l'environnement dans les projets d'aménagements maritimes. Mémoire d'HDR, Université Montpellier 3

PERNOLLET Claire, 2016. L'utilisation des rizières par les canards hivernants : vers une gestion des rizières en interculture favorable aux canards et aux agriculteurs. Thèse de doctorat ONCFS/TDV

GAGET Elie. Impact des pressions humaines sur les oiseaux d'eau hivernants dans les zones humides méditerranéennes. Thèse en cours, TDV/MNHN

Pour la liste des publications sur les oiseaux d'eau en France, les bases de données bibliographiques suivantes peuvent être interrogées :

- MNHN
- ONCFS
- Station Biologique de la Tour du Valat

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> remarque: Ont été abordés principalement ici les programmes de recherche ayant directement trait à la conservation (dynamique des populations, écologie, gestion etc.) des oiseaux d'eau concernés par l'AEWA. De nombreux autres programmes existent dans d'autres domaines, notamment sur les oiseaux marins, plus éloignés des préoccupations de l'AEWA.

54. Votre gouvernement a-t-il fourni des fonds et/ou un support logistique pour le Recensement international des oiseaux d'eau, au niveau international ou national ? (Plan stratégique, Objectif 3, Cible 3.1)

☒ Oui

Au niveau national

☒ Oui

Donnez des détails

> Au niveau national, le MTES soutient financièrement la LPO pour la coordination et l'analyse des recensements de la mi-janvier. Des recensements sont également effectués par des agents d'établissements publics comme l'ONCFS.

Au niveau international

☒ Oui

Donnez des détails

> Au niveau international, l'ONCFS démarre avec le soutien du MTES et du FFEM un projet de recherche et coopération dans la Vallée inférieure du Nil (Egypte, Nord Soudan et Sud Soudan) et au Sahel visant à former des réseaux d'observateurs pour les recensements de terrain, et notamment ceux de la mi-janvier (cf. lien RESSOURCE).

Le MTES finance avec le concours de la MAVA, de WI et de l'ONCFS, un poste d'ingénieur chargé de développer les recensements internationaux d'oiseaux d'eau dans le Bassin Méditerranéen (2011-2018). Le MTES a financé avec le concours de l'ONCFS et de la Tour du Valat, une unité de support technique (UST) à l'Initiative africaine de l'AEWA. Le MTES a également signé une convention de coopération avec la Direction des Parcs Nationaux du Sénégal pour supporter cette UST. Cette UST a organisé, à la demandes des points focaux africains, plusieurs stages de renforcement de capacités pour le suivi des oiseaux d'eau (identification et dénombrement d'oiseaux d'eau, gestion des données, gestion identification des sites critiques, SIG, etc.). L'UST a également créé des outils pédagogiques pour cela.

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

TSU

55. Votre gouvernement a-t-il alloué un financement au Fonds de partenariat pour la surveillance continue des oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie (Résolution 6.3) ?

☒ Non

Veillez en donner les raisons.

> Les restrictions budgétaires actuelles empêchent la France de faire des contributions volontaires.

56. Les effets des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau ont-ils été examinés dans votre pays ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.3.12). Pour répondre à cette question, veuillez également examiner la question 38 du chapitre 5 - Gestion des activités humaines.

☒ Non

Existe-t-il le projet d'examiner l'impact des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau dans votre pays ?

☒ Oui

Veillez donner des précisions.

> Le sujet n'est pas retenu comme prioritaire par le MTES mais des contacts avec les usagers et les socio-professionnels sont prévus dans le cadre de l'application de la résolution 11.15 de la CMS et pour anticiper les conclusions du rapport demandé par la Commission européenne fin 2015 à l'ECHA sur l'évaluation du risque lié à l'utilisation des munitions au plomb pour la chasse dans d'autres terrains que les zones humides et le tir sportif ainsi que l'utilisation de plombs pour la pêche.

Vous pouvez, à titre facultatif, fournir des informations supplémentaires sur la section 6. Recherche et Surveillance

> L'ONCFS participe aux travaux du groupe de spécialistes de WI sur les oies et les canards. L'ONCFS participe aux travaux du Wader Study Group.

L'ONCFS est membre du Waterbird Harvest Specialist Group de WI.

Pressions subies et réponses

7. Éducation et Information

7.1. Communication, éducation et sensibilisation du public

57. Votre pays a-t-il élaboré et mis en œuvre des programmes destinés à accroître la sensibilisation et la compréhension concernant les questions de conservation des oiseaux d'eau migrateurs et l'AEWA ? (Plan stratégique 2009-2017, Objectif 4, Cible 4.3, et Plan d'action de l'AEWA, paragraphes 6.1-6.4, Résolution 3.10, Résolution 5.5)

☒ Oui et ils sont mis en œuvre

Veuillez décrire les programmes de sensibilisation qui ont été élaborés.

Veuillez télécharger des exemples pertinents de ce qui a été élaboré et ajouter les coordonnées de la personne à contacter pour chaque programme.

> De nombreuses actions de sensibilisation, information et valorisation sont menées par les différents Pôle relais Zones humides.

Quelques exemples récents :

Pôle relais lagunes méditerranéennes :

- Communication sur les actions menées en faveur des Larolimicoles coloniaux dans le cadre du projet Life+ ENVOLL et les recherches sur les anatidés menées par l'ONCFS.

- Lancement en 2016 de la « Météo des oiseaux », un outil d'information qui indique aux pratiquants de sports de nature le niveau de sensibilité des sites de pratique pour les espèces d'oiseaux rares et menacées sur le littoral audois.

Pôle relais Tourbières :

- Organisation de rencontres franco-suisse sur la protection et la gestion des tourbières de l'arc jurassien.

- Mise en place d'un programme de coordination "Tourbières du Massif Central"

Pôle relais mares, zones humides intérieures et vallées alluviales :

- Organisation de nombreuses manifestations, formations et journées techniques (à venir : Compensation des atteintes aux milieux aquatiques et humides: dimensionnement et critères d'éligibilité ; Méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides; La maîtrise foncière en vallées alluviales...)

Rencontres annuelles de l'Observatoire du patrimoine naturel littoral pour communiquer notamment sur leur outil de surveillance standardisé du littoral, des limicoles et des habitats sédimentaires estuariens

Projet WETNET : Gestion coordonnée et mise en réseau des zones humides méditerranéennes.

<https://wetnet.interreg-med.eu/>

L'Unité de Soutien Technique (UST Tour du Valat/ONCFS) appuie la mise en œuvre du Plan d'action pour l'Afrique de l'AEWA, notamment par un soutien technique direct auprès des parties contractantes (gestion et traitement des données et constitution d'un SIG). L'UST publie aussi un bulletin d'actualité qui relate notamment les développements du projet RESSOURCE ayant pour but le renforcement de la gestion intégrée des oiseaux d'eau migrateurs et des zones humides en Afrique subsaharienne.

La Tour du Valat et l'ONCFS sont, avec les coordinateurs d'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye et Égypte) à l'origine de l'établissement du Réseau oiseaux d'eau méditerranée (ROEM) qui vise à améliorer la qualité et la quantité des données des dénombrements internationaux des oiseaux d'eau qui ont lieu chaque hiver à l'échelle de la Méditerranée.

En 2018, 17 jours de formation théorique et pratique à la détermination et au suivi des oiseaux d'eau ont été dispensés par l'ONCFS sur le terrain aux observateurs du réseau tchadien de suivi des oiseaux d'eau dans le cadre du projet RESSOURCE. <http://www.fao.org/news/story/fr/item/445552/icode/>

La France est aussi membre de l'initiative MedWet dont la mission est de soutenir la protection effective des fonctions et valeurs des zones humides et l'utilisation durable de leurs ressources et services

Le programme est-il spécifiquement axé sur l'AEWA et les dispositions de son Plan d'action ?

☒ Non

58. Votre pays a-t-il désigné un correspondant national de l'AEWA pour la communication, l'éducation et la sensibilisation du public ? (Résolution 5.5)

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Cela n'a pas été jugé prioritaire.

59. Votre pays a-t-il pris des mesures pour mettre en œuvre au cours des trois dernières années les dispositions se rapportant au chapitre « Education et Information » du Plan d'action de l'AEWA ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 6.1-6.4)

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Manque de temps et de ressources humaines

60. Des activités de célébration de la Journée mondiale des oiseaux migrants (JMOM) ont-elles eu lieu dans votre pays au cours des trois dernières années ? (Résolution 5.5)

☒ Oui

Veillez décrire brièvement l'activité ou les activités et télécharger des documents illustratifs, liens ou photos s'y rapportant.

> Chaque année l'information sur la date et le thème de la JMOM est envoyée à un réseau de plus de 200 acteurs et structures appartenant au secteur public, au secteur privé, aux collectivités territoriales et à la société civile.

L'information est aussi relayée sur le site Internet du MTES.

Plusieurs activités ont eu lieu de façon autonome. Le réseau des réserves naturelles et la LPO encouragent leurs membres à participer à de tels événements.

61. Votre pays a-t-il fourni un financement et/ou un autre soutien, suivant la nécessité (par ex. expertise, réseau, compétences et ressources) afin d'assurer la mise en œuvre de la Stratégie de communication. Veuillez prendre en compte le financement à la fois national et international, et différents types de soutien fournis. (Plan stratégique 2009-2017, Objectif 4, Cible 4.1 et Résolution 3.10, Résolution 5.5)

☒ Non

Expliquez-en les raisons

> Restrictions budgétaires.

62. Dans la Résolution 3.10, la Réunion des Parties encourage les Parties contractantes à mettre en place des Centres d'échange d'informations sur l'AEWA pour leurs régions respectives. Votre pays a-t-il envisagé ou est-il intéressé par la mise en place d'un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA ? (Plan stratégique, Objectif 3, Cible 2 & Résolution 3.10)

☒ Il ne l'a pas encore envisagé

Donnez des détails sur la réponse apportée ci-dessus

> Par manque de temps et de ressources humaines principalement.

63. La formation CESP (communication, éducation et sensibilisation du public) au niveau national est censée être conduite par des personnes ayant été formées dans le cadre du programme de Formation des Formateurs de l'AEWA. Comptez-vous des formateurs ayant été formés dans le cadre du programme de Formation des Formateurs qui ont dirigé une formation CESP au cours de la dernière période triennale ? (Plan stratégique 2009-2017, Objectif 4, Cible 4.2)

☒ Non

Expliquez-en les raisons

> Sujet jugé non prioritaire en France. Opinion publique déjà bien sensibilisée par le secteur associatif (protecteurs et chasseurs)

Pressions subies et réponses

8. Mise en œuvre

64. Votre pays a-t-il contacté des pays de l'aire de répartition qui ne sont pas des Parties contractantes pour les encourager à adhérer à l'Accord ? (Résolution 3.10)

Ne rendez compte que des activités effectuées au cours des trois dernières années

☒ Oui

Donnez la liste de toutes les Parties non contractantes qui ont été approchées et décrivez chaque cas, y compris les progrès réalisés

> Mozambique, approchée à la COP 12 de la CMS. Pologne, approchée au Comité permanent de la Convention de Berne

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> La France a contribué à la traduction du texte de l'Accord en portugais ce qui devrait permettre de rallier les pays africains lusophones non encore parties (Cap Vert, São Tomé e Príncipe, Angola, Mozambique)

65. Votre pays a-t-il soutenu/élaboré des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord, conformément aux priorités des Tâches internationales de mise en œuvre de l'AEWA (IIT) pour la période triennale en cours ? (Résolution 6.13).

Attention: Avant de cliquer sur le lien hypertexte ci-dessus, veuillez appuyer et garder le **bouton Ctrl** sur votre clavier afin d'ouvrir le lien dans un nouvel onglet.

☒ Oui

Veuillez indiquer les projets IIT (**consultez ici le tableau complet**) pour lesquels des subventions ont été accordées ou des initiatives prises et fournir des informations correspondantes.

> Initiative Africaine: Au cours du présent triennium, la France (MTES) a continué à supporter l'Initiative africaine au travers de l'Unité de support technique ONCFS/Tour du Valat en coopération avec la Direction des Parcs Nationaux du Sénégal. Cette unité, en coopération avec le secrétariat et les parties africaines a réalisé plusieurs activités techniques et de formation (p.e. en salle : gestionnaires des bases de données, sur le terrain : compteurs).

Elle a également identifié le projet FFEM/FAO/UE « RESSOURCE-ZH », programme d'appui à la gestion et conservation des oiseaux d'eau et des zones humides en Afrique subsaharienne qui bénéficie d'un cofinancement de la FAO et de l'Union Européenne à hauteur de 5 M€ (1,5 M€ du FFEM) et dont les activités qui avaient débuté au Sénégal, au Tchad et en Égypte en 2016 sur financement FAO, ont été étendues au Mali et au Soudan en 2017 sur financement FFEM.

Le projet DIOE-MED cofinancé par la MAVA et le Ministère de l'Ecologie et du développement durable a permis aux Pays d'Afrique du Nord de mieux se coordonner pour le suivi des oiseaux d'eau.

Le projet SPOVAN a soutenu pendant cinq ans de la formation et des recensements de terrain au Soudan et en Égypte, pour répondre principalement aux priorités suivantes :

15. Survey work in poorly-known areas (AP 5.1)

16. International Waterbird Census – special gap-filling survey (AP 5.2, 5.3, 7.4)

24. Improving survey and monitoring capacity for migratory waterbirds (AP 6.2)

Vous avez joint les documents suivants à cette réponse.

[Projet RESSOURCE.pdf](#) - Projet RESSOURCE

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> Le projet RESSOURCE s'articule autour de 5 composantes :

Composante 1 : Suivi de la ressource « Oiseaux d'eau »

Composante 2 : Conservation de la ressource « Oiseaux d'eau » et gestion intégrée des ZH

Composante 3 : connaissance et utilisation durable de la ressource « Oiseaux d'eau » Composante 4 : Renforcement des capacités et mobilisation de la communauté « RESSOURCE »

Composante 5 : Renforcement des cadres légaux et institutionnels pour la ressource « Oiseaux d'eau »

Il s'insère dans un projet plus vaste de l'Union Européenne, le projet SWM (Sustainable Wildlife Management) mis en œuvre par la FAO (45 M€ sur 7 ans)

66. Votre pays a-t-il établi un mécanisme de coordination nationale pour la mise en œuvre de l'AEWA, éventuellement relié à des mécanismes de coordination nationale pour d'autres accords multilatéraux environnementaux (AME) sur la biodiversité ? (Plan stratégique 2009-2017, Objectif 5, Cible 5.7)

☒ Non

Expliquez-en les raisons

› Par manque de temps et de ressources humaines principalement.

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

› Le point focal national AEWA est également point focal pour la CMS et la Convention de Berne. Il collabore étroitement avec le point focal de la Convention de Ramsar et celui de la CDB, qui font partie, tous deux, du même ministère.

67. Votre pays a-t-il conclu ou envisagé de conclure un programme de jumelage de sites avec d'autres pays, sites accueillant les mêmes oiseaux d'eau migrateurs ou connaissant les mêmes problèmes de conservation ? (Résolution 5.20)

☒ Oui

Veuillez fournir des précisions sur chaque disposition de jumelage.

› Cette activité est prévue dans la composante 2 du projet "RESSOURCE"

68. Les fonctionnaires de votre gouvernement, responsables de la mise en œuvre de l'AEWA, assurent-ils une bonne coordination et participent-ils à des processus nationaux en vue de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'exécution du Plan stratégique 2011-2020 de la CDB, notamment les objectifs d'Aichi ?

☒ Oui

Veuillez donner des précisions.

› Le PF AEWA est régulièrement sollicité par des collègues en charge de la CDB et travaille en étroite collaboration avec ceux-ci..

69. Les priorités de l'AEWA sont-elles intégrées dans la Stratégie et le Plan d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) de votre pays et dans d'autres processus de planification stratégique (Résolution 6.3) ?

69.1 SPANB

☒ Oui

Veuillez donner des précisions.

› Les priorités de l'AEWA sont principalement couvertes par 6 des 20 objectifs de la Stratégie Nationale Biodiversité 2011-2020 : Objectifs 4 (Préserver les espèces et leur diversité), 5 (Construire une infrastructure écologique incluant un réseau cohérent d'espaces protégés) et 6 (Préserver et restaurer les écosystèmes et leur fonctionnement) de l'Orienta-tion stratégique B (Préserver le vivant et sa capacité à évoluer) ; Objectif 11 (Maîtriser les pressions sur la biodiversité) et 12 (Garantir la durabilité de l'utilisation des ressources biologiques) de l'Orienta-tion stratégique D (Assurer un usage durable et équitable de la biodiversité) ; Objectif 16 (Développer la solidarité nationale et internationale entre les territoires) de l'Orienta-tion stratégique E (Assurer la cohérence des politiques et l'efficacité de l'action).

69.2 Autres processus de planification stratégique

☒ Oui

Veuillez citer les autres processus de planification stratégique.

› SCAP (Stratégie de Création des Aires Protégées) ;
SCAMP (Stratégie de Création des Aires Marines protégées) ;
TVB (Trame Verte et Bleue)

Vous avez joint les liens/URL suivants à cette réponse.

[SCAP](#)

[SCAMP](#)

[TVB](#)

[PNA milieux humides](#)

[SNB](#)

Veuillez donner des précisions.

› La SCAP est une stratégie nationale visant à améliorer la cohérence, la représentativité et l'efficacité du réseau métropolitain des aires protégées terrestres en contribuant au maintien de la biodiversité, au bon fonctionnement des écosystèmes et à l'amélioration de la trame écologique. De nombreuses espèces d'oiseaux AEWA font partie de la liste nationale d'espèces et d'habitats prioritaires pour la désignation de nouvelles aires protégées dans le cadre de la SCAP.

La SCAMP précise la façon dont la France entend développer son action pour développer et gérer son réseau d'aires marines protégées, pour quels objectifs, avec quelles priorités géographiques et selon quels principes.

La protection des oiseaux marins fait partie des objectifs prioritaires, notamment en Méditerranée. La TVB vise à maintenir et à reconstituer un réseau d'échanges pour que les espèces animales et végétales puissent circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer... et assurer ainsi leur cycle de vie. La trame verte et bleue porte l'ambition d'inscrire la préservation de la biodiversité dans les décisions d'aménagement du territoire, contribuant à l'amélioration du cadre de vie et à l'attractivité résidentielle et touristique.

70. Veuillez signaler toute activité entreprise afin de promouvoir, avec l'agence de développement de votre pays ou avec un autre organisme gouvernemental approprié, la pertinence de la mise en œuvre de l'AEWA dans le cadre des ODD et de souligner la nécessité de mieux intégrer des actions en faveur de la conservation des oiseaux d'eau et des zones humides dans les projets de développement pertinents (Résolution 6.15).

☒ La pertinence de l'AEWA pour la mise en œuvre des ODD A ÉTÉ promue

Veuillez donner des précisions.

> La pertinence des activités résultant de la mise en œuvre de l'AEWA pour les ODD a été soulignée dans le 5^e rapport national à la CDB (2014). La même démarche sera faite pour le 6^e rapport en cours de rédaction.

71. Comment votre pays pourrait-il encourager les liens entre les AME pour la biodiversité, dont il est Partie contractante, à des fins de travail plus efficace ?

> - Fond commun et partagé pour les rapports ;
- Initiatives conjointes avec chef de file pour les sujets transversaux (ex. MIKT/Convention de Berne pour l'abattage illégal des oiseaux).

72. Votre pays a-t-il alloué des fonds au Fonds de petites subventions (SGF) au cours de la dernière période triennale ? (Plan stratégique 2009-2017, Objectif 5, Cible 5.4)

☒ Non

Expliquez-en les raisons

> Restrictions budgétaires

73. Votre pays a-t-il alloué d'autres fonds ou fourni un soutien en nature à des activités coordonnées par le Secrétariat ?

☒ Oui

Veuillez donner des précisions, notamment le montant des fonds alloués.

> Unité de support technique (UST) à l'Initiative africaine : 981 k€ du Ministère chargé de l'environnement pour l'appui à l'UST et aux dénombrements en Afrique du Nord de 2013 à 2017 inclus sans compter le salaire de 2 ingénieurs de l'ONCFS à temps partiel.

Plateforme oies : organisation de l'atelier de lancement à Paris en mai 2016 - contribution au fonctionnement : 30 k€ en 2016.

74. Veuillez faire rapport sur l'application des dispositions de la Résolution 6.21 sur la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de l'AEWA.

74.1 Au cours de la dernière période triennale, le gouvernement de votre pays a-t-il alloué des ressources financières et/ou en nature au soutien des activités nationales visant à atteindre les objectifs de l'AEWA, en particulier les activités répondant aux attentes du Plan stratégique de l'AEWA, y compris du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique, et en conformité avec vos plans, priorités et programmes nationaux ?

☒ Oui

Veuillez décrire les ressources fournies.

> Le MTES contribue au financement de l'ONCFS (entre 30 et 40 M€/an) dont les agents mettent en œuvre des activités permettant d'atteindre les objectifs de l'AEWA. Le MTES subventionne aussi la LPO (environ 400k€/an) dont les activités contribuent elles aussi à l'atteinte des objectifs de l'AEWA.

La France soutien aussi le plan d'action pour l'Afrique (voir questions 65 et 73)

74.2 Le gouvernement de votre pays a-t-il des contributions impayées au Fonds d'affectation de l'AEWA (contributions annuelles au budget de l'Accord approuvé par chaque session de la Réunion des Parties) ?

☒ Non

74.3 Le gouvernement de votre pays a-t-il fourni des fonds pour soutenir le respect par les pays en développement - en particulier les pays les moins développés et les petits États

insulaire en développement, ainsi que les pays à économie en transition - de leurs obligations en vertu de l'AEWA, et la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique 2012-2017 ? Pour cette question, veuillez faire rapport sur le soutien prévu en dehors de la coopération intergouvernementale formelle et établie. Pour cette dernière, veuillez-vous référer à la question suivante 74.4.

☒ Oui

Veuillez décrire les ressources fournies.

> Voir questions 65 et 73

74.4 Le gouvernement de votre pays participe-t-il à une coopération Sud-Sud, Nord-Sud ou coopération triangulaire visant à renforcer le soutien financier et technique nécessaire à la réussite de la mise en œuvre des activités de l'AEWA ?

☒ Oui

Veuillez décrire chaque accord de coopération.

> Voir questions 65 et 73

74.5 Le gouvernement de votre pays utilise-t-il des mécanismes de financement novateurs pour la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA tels que le Fonds (national) pour les oiseaux d'eau migrateurs ?

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Restrictions budgétaires.

Autre modalité choisie : intervention au travers de l'UST et du projet RESSOURCE.

74.6 La mise en œuvre de l'AEWA dans votre pays bénéficie-t-elle au niveau national de synergies entre les conventions relatives à la biodiversité, notamment par le partage d'informations sur les possibilités de financement et le partage des ressources financières comme le Fonds contre la désertification, le Fonds vert pour le climat, le Fonds d'adaptation, et le Fonds mondial pour l'environnement ?

☒ Oui

Veuillez décrire chaque disposition synergique et les avantages qui en découlent.

> Le point focal national AEWA est également point focal d'autres AMEs (CMS, Eurobats, Berne, GRASP) et travaille en collaboration avec les PFs de la Convention de Ramsar et de la CDB. Il entretient également des contacts réguliers avec le MEAE, l'AFD et le secrétariat du FFEM, ainsi qu'avec des bailleurs multilatéraux comme la FAO ou l'UE.

L'UST a également des contacts avec des Fondations privées et des bailleurs bilatéraux (Suisse, p.e.)

Ces contacts permettent de mettre en place des collaborations et de trouver des (co)financements pour les activités liées à l'application de l'AEWA.

Pressions subies et réponses

9. Changement Climatique

75. Veuillez exposer les recherches et évaluations ayant trait au changement climatique et/ou les mesures d'adaptation qui sont importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs, et qui ont été réalisées ou sont prévues dans votre pays. (Résolution 5.13)

a. Recherches et études sur les effets du changement climatique sur les oiseaux d'eau

☒ Prévues

Veuillez donner des précisions.

> Des projets de recherche sont actuellement menés sur ces sujets

Par exemple : GAGET, Elie, Dynamique des populations : dynamique des communautés et pressions anthropiques : quels liens ? Le cas des communautés d'oiseaux hivernants des zones humides du bassin méditerranéen, thèse de doctorat en cours, MNHN-TDV

(http://tourduvalat.centredoc.fr/index.php?lvl=cmsspage&pageid=4&id_article=96)

Un colloque international "Avifaune et changements climatiques" s'est tenu les 9-10 octobre 2015 à Paris (LPO-MNHN)

<https://www.lpo.fr/images/dev->

[durable/synthese_du_colloque_avifaune_et_changements_climatiques_sans_articles_2.pdf](https://www.lpo.fr/images/dev-durable/synthese_du_colloque_avifaune_et_changements_climatiques_sans_articles_2.pdf)

Il existe aussi un ouvrage de référence sur le sujet : Blondel, J. (2015) Oiseaux et changement global : Menace ou aubaine ? Ed. QUAE coll. Beaux livres, 144 pp.

b. Evaluation de la vulnérabilité potentielle au changement climatique des habitats clés utilisés par les espèces d'oiseaux d'eau (y compris ceux situés en dehors des réseaux de sites protégés) Note : Veuillez noter que cette question porte sur les habitats et non sur les sites. La question 22 de la section 4, sous-section 4.2 porte sur la vulnérabilité des sites face au changement climatique.

☒ Prévues

Veuillez donner des précisions.

> Plusieurs mesures des actions 2 ("Renforcer les outils de suivi existant pour prendre en compte les effets du changement climatique sur la biodiversité") et 3 ("Promouvoir une gestion intégrée des territoires prenant en compte les effets du changement climatique sur la biodiversité") du thème 4 du PNACC permettent de répondre à cette question. Il s'agit notamment des mesures :

Mesure 2.3 : Améliorer la connaissance de l'occupation du sol et de la végétation

Mesure 2.4 : Réaliser une cartographie des habitats de France métropolitaine et Outre-Mer, à l'échelle du 1/25 000, actualisée régulièrement permettant de suivre les changements dans la répartition et la surface des habitats

Mesure 2.5 : Mettre en place un réseau pérenne de suivi des conditions de référence de l'état écologique au sens de la DCE pour les cours d'eau en métropole

Mesure 2.6 : Poursuivre et valoriser les démarches déjà initiées dans les réseaux d'espaces protégés concernant l'étude des conséquences actuelles et futures possibles des changements climatiques sur la biodiversité

Mesure 2.7 : Disposer d'indicateurs robustes et régulièrement mis à jour des effets du changement climatique sur la biodiversité

Mesure 3.1 : Mettre en oeuvre et préserver la Trame verte et bleue (TVB) et Identifier et préserver un réseau écologique d'Outre-Mer (REDOM - BEST) afin d'améliorer l'adaptation au changement climatique de l'infrastructure écologique prévue par les lois Grenelle

Mesure 3.2 : Prendre en compte le changement climatique dans la stratégie de création d'aires protégées et dans les modalités de gestion des aires protégées existantes et à venir

Mesure 3.3 : Généraliser, conformément aux lois Grenelle, les documents de planification intégrateurs des enjeux de développement durable d'un territoire et par la même soucieux de la préservation de la biodiversité dans un contexte de changement climatique.

Un document du Pôle Relais Zones Humides recense la bibliographie française existante sur les mesures de gestion des Zones Humides pour s'adapter au changement climatique:

- Changement climatique et zones humides, Bulletin bibliographique, mise à jour 03/2015 http://www.zones-humides.org/sites/default/files/changement_climatiques_et_zh.pdf

De nombreuses réflexions ont également lieu sur ces sujets. Exemple : <https://tourduvalat.org/actualites/a-la-decouverte-des-amortisseurs-climatiques-naturels-des-pays-bas/>

c. Évaluation de la vulnérabilité des espèces d'oiseaux d'eau face au changement climatique.

☒ Prévues

Veuillez donner des précisions.

> La plupart des mesures de l'action 2 ("Renforcer les outils de suivi existant pour prendre en compte les effets du changement climatique sur la biodiversité") du thème 4 du PNACC permettent de répondre à cette question. Il s'agit notamment des mesures :

Mesure 2.1 : Renforcer le dispositif de suivi des espèces

Mesure 2.2 : Structurer un réseau d'observateurs volontaires des conséquences du changement climatique sur la biodiversité et des évolutions de la biodiversité

Mesure 2.6 : Poursuivre et valoriser les démarches déjà initiées dans les réseaux d'espaces protégés concernant l'étude des conséquences actuelles et futures possibles des changements climatiques sur la biodiversité

Mesure 2.7 : Disposer d'indicateurs robustes et régulièrement mis à jour des effets du changement climatique sur la biodiversité

Par ailleurs, un des indicateurs ONERC des impacts du changement climatique, catégorie : Eau et Biodiversité est "Evolution des populations de certains oiseaux". Cet indicateur basé sur l'observation d'une douzaine d'espèces ou groupes d'espèces par la LPO depuis 2008, présente l'évolution des populations françaises d'oiseaux les plus susceptibles de réagir au changement climatique, à partir d'effectifs nationaux ou régionaux.

d. Étude des politiques nationales de conservation importantes pour les oiseaux d'eau et le changement climatique.

☒ Prévues

Veuillez donner des précisions.

> C'est l'objectif de l'action 4 du Thème Biodiversité du PNACC.

En effet, l'Action 4 s'intitule "Intégrer l'adaptation au changement climatique dans les stratégies et les plans mis en œuvre par l'État pour préserver la biodiversité" et comprend les 4 mesures suivantes :

Mesure 4.1 : Instaurer une veille scientifique portant sur l'état des connaissances disponibles des impacts du changement climatique sur la biodiversité

Mesure 4.2 : Intégrer la prise en compte du changement climatique dans l'élaboration des réglementations, des stratégies et des plans nationaux d'action pour la protection des espèces et la lutte contre les espèces exotiques envahissantes

Mesure 4.3 : Prendre en compte les effets du changement climatique dans l'évaluation des impacts environnementaux des projets soumis à dérogation à la protection stricte des espèces

Mesure 4.4 : Conduire une réflexion collégiale tenant compte du changement climatique avec les acteurs concernés par les politiques de conservation ex situ s'agissant des espèces végétales

e. Plan d'action national pour aider à l'adaptation des oiseaux d'eau au changement climatique (en tant que processus de mise en œuvre séparé ou en tant qu'élément d'un plus large cadre national pour l'adaptation de la biodiversité au changement climatique). Note : Veuillez noter que la question 23 de la section 4, sous-section 4.2, porte sur les mesures nationales en vue d'accroître la résistance du réseau écologique pour les oiseaux d'eau face au changement climatique.

☒ Prévu

Veuillez donner des précisions.

> La SCAP (stratégie de création d'aires protégées) et la TVB (Trame verte et bleue) contribuent à l'adaptation au changement climatique tout en étant modulées de l'amélioration des connaissances sur le sujet voir question 75. d

f. Autres activités pertinentes entreprises ou prévues.

☒ Non

76. Votre pays a-t-il utilisé les lignes directrices de l'AEWA sur les mesures nécessaires pour aider les oiseaux d'eau à s'adapter au changement climatique?

☒ Oui

Veuillez donner des précisions.

> Très partiellement car les oiseaux ne représentent qu'une petite partie des actions du PNACC.

Vous pouvez, à titre facultatif, fournir des informations supplémentaires sur la section 9. Changement Climatique

> La France s'est dotée en 2006 d'une Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique. Cette stratégie a été élaborée dans le cadre d'une large concertation, menée par l'Observatoire national sur les

effets du réchauffement climatique (Onerc), impliquant les différents secteurs d'activités et la société civile. Un 1^{er} Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC) 2011-2015 intersectoriel et interministériel a été rédigé dans ce cadre après une vaste concertation qui a conduit à plus de 200 recommandations qui ont servi de base à sa rédaction.

Il a pour objectif de présenter des mesures concrètes et opérationnelles concernant tous les secteurs d'activité pour préparer la France à faire face et à tirer parti de nouvelles conditions climatiques. Il présente ainsi 84 actions déclinées en 242 mesures dans 20 domaines : actions transversales, santé, eau, biodiversité, risques naturels, agriculture, forêt, pêche et aquaculture, tourisme, énergie et industrie, infrastructures et services de transport, urbanisme et cadre bâti, information, éducation et formation, recherche, financement et assurance, littoral, montagne, action européenne et internationale et gouvernance.

Le PNACC 2011-2015 a été évalué en fin de parcours en vue de la rédaction du PNACC suivant. La feuille de route gouvernementale pour la transition écologique publiée en juin 2016 a indiqué les grandes orientations du processus de révision du PNACC.

6 groupes de travail se sont réunis entre fin juin 2016 et fin mai 2017 pour plancher sur les 6 composantes du nouveau Plan national d'adaptation au changement climatique. Les travaux, ont identifié des pistes qui permettront d'élaborer un prochain PNACC plus compact, plus stratégique avec un pilotage renforcé et un périmètre étendu qui fera l'objet d'une concertation avec les parties prenantes avant son adoption, vraisemblablement en 2018.

Pressions subies et réponses

10. Influenza aviaire

77. Au cours de ces trois dernières années, quelles sont les difficultés auxquelles votre pays a eu du mal à répondre dans le cadre de la propagation de l'Influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) et quelles sont les lignes directrices ou informations qui pourraient l'aider ?

77.1 Faites la liste des difficultés

› Il y a eu 2 épisodes d'influenza aviaire en France : un épisode qui s'est révélé être exclusivement français et exclusivement agricole en 2015/2016 (H5N1, H5N2 et H5N9), et un épisode mondial qui a concerné l'Europe et la France en 2016/2017 (H5N8), avec des conséquences pour la faune sauvage et d'autres pour les filières avicoles.

Concernant la faune sauvage, il n'y a pas eu de difficultés particulières, le réseau SAGIR s'est mobilisé et le nombre d'oiseaux collectés pour analyse IA en laboratoire a été très significatif.

Par contre, les résultats étant significativement différents des pays voisins (relativement peu de cas en France sur la faune sauvage), il a fallu mettre en œuvre un protocole complémentaire pour vérifier que des surmortalités éventuelles ne passeraient pas inaperçues. Ce protocole et ses résultats ont été validés par le Ministère de l'Agriculture et la DG Santé de la Commission Européenne.

La principale difficulté réside dans la comparaison des résultats de surveillance des différents pays, notamment en analysant les différences entre les protocoles de surveillance.

Il reste également à trouver des explications sur les résultats épidémiologiques des différents pays (pour ce qui concerne la faune sauvage) : on constate une différence régulière entre le bloc France/Espagne/Italie d'un côté qui est assez épargné, alors que le bloc Suisse, Allemagne, Pays Bas, Royaume Uni est très exposé. Cela doit être mis en relation avec le comportement des oiseaux migrateurs.

77.2 Liste des conseils ou informations souhaités

› Les informations souhaitées sont les suivantes :

Quels sont les protocoles de surveillance mis en œuvre dans les autres pays européens, et comment améliorer cette surveillance en continuant à l'adapter au niveau de risque ?

Comment le comportement des oiseaux migrateurs peut-il expliquer ces différences épidémiologiques, dont le constat est confirmé et partagé ?

77.3 Champ pour informations supplémentaires (optionnel)

› Le réseau SAGIR mis en place en 1986 en collaboration entre l'ONCFS et la FNC, exerce une surveillance permanente des mortalités d'oiseaux sauvages, comme le prévoit l'instruction du Ministère de l'Agriculture DGAL/SDSPA/2016-507. Cette surveillance est adaptée au niveau de risque. Elle donne satisfaction, et pendant que le territoire était en niveau de risque élevé, elle a permis de collecter 890 oiseaux dont une grande majorité d'oiseaux d'eau. 90 se sont révélés positifs, ce qui est un nombre assez faible.

Le protocole complémentaire mis en place de décembre 2016 à avril 2017 (alors que le territoire métropolitain était en niveau de risque élevé) a permis d'optimiser la présence d'agents de terrain pour la surveillance des oiseaux : plus de 825 000 oiseaux vivants ont été observés, pour seulement 35 oiseaux morts, 7 analysables et aucun positif.

L'efficacité du réseau SAGIR pour la surveillance de l'influenza aviaire a ainsi été reconnue par l'ensemble de la communauté de travail.

11. Confirmation

Confirmation de la vérification des informations et de l'approbation de la soumission

Veillez confirmer :

En outre, vous pouvez joindre une copie scannée d'une lettre officielle provenant de l'institution nationale compétente approuvant la soumission du rapport.

☒ Je déclare que les informations fournies dans ce rapport sur la mise en œuvre de l'AEWA pour la période 2015-2017 ont été vérifiées et que la soumission du rapport a été approuvée par l'institution nationale compétente.

Date de soumission

> 6 juin 2018